



# Les zones franches et les accords commerciaux préférentiels: Le cas de la région arabe



Shared Prosperity **Dignified Life**





Shared Prosperity **Dignified Life**



## **VISION**

ESCWA, an innovative catalyst for a stable, just and flourishing Arab region

## **MISSION**

Committed to the 2030 Agenda, ESCWA's passionate team produces innovative knowledge, fosters regional consensus and delivers transformational policy advice. Together, we work for a sustainable future for all.



Distr.  
LIMITED  
E/ESCWA/CL3.SEP/2020/TP.1  
17 avril 2020  
ORIGINAL: FRENCH

**Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)**

# **Les zones franches et les accords commerciaux préférentiels : Le cas de la région arabe**



**Nations Unies**  
Beyrouth, 2020

## Résumé

En dépit de la multiplication des zones franches dont le nombre dépasse les 127 zones dans la région arabe, les produits originaires de ces zones et échangés entre les pays arabes ne bénéficient pas encore des préférences tarifaires prévues par la majorité des accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux arabes notamment, l'accord instituant la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE).

Cette question revêt une importance particulière pour certains pays dont la majorité des produits exportés proviennent des zones franches ou dont les exportations ont augmenté grâce à la contribution de ces zones. Il s'agit là d'une problématique qui est toujours débattue au sein de la Ligue des États arabes. Les zones franches peuvent contribuer à l'augmentation du volume des échanges commerciaux interarabes. Par conséquent, exclure leurs produits des préférences tarifaires octroyées dans le cadre de la GZALE pourrait contribuer à l'atténuation de la compétitivité des marchandises et des intrants au niveau du marché arabe.

Le présent rapport a été préparé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) à la demande du Ministère de l'industrie, du commerce et de l'économie verte et numérique au Maroc. Il a été réalisé par M. Lahoual Kouider, consultant international, sous la supervision directe de M. Mohamed Chemingui, Chef de la Section de l'intégration régionale à la CESAO. Les données fournies dans ce rapport sont susceptibles d'aider à construire une position arabe, permettant de mieux tirer profit des opportunités offertes par les zones franches dans un cadre de complémentarité arabe et un développement des échanges commerciaux interarabes. En s'inspirant des expériences des accords commerciaux régionaux (ACR), les règles d'origine et d'autres instruments peuvent constituer une base de solution solide pour les discussions futures sur ces questions.

## Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations .....	v
Introduction .....	1
 <i>Chapitre</i>	
<b>I. L'importance des ZF au niveau mondial et au niveau des pays arabes.....</b>	<b>3</b>
A. Au niveau mondial.....	3
B. Au niveau des pays arabes .....	7
<b>II. Le traitement des produits originaires des zones franches dans les accords commerciaux .....</b>	<b>26</b>
A. Les règles de l'Organisation mondiale du commerce.....	26
B. Traitement des produits originaires des zones franches dans les accords commerciaux régionaux.....	28
C. Traitement des produits des zones franches dans les accords de libre-échange entre les pays arabes .....	35
<b>III. Le traitement des produits des zones franches dans les réglementations nationales des pays arabes.....</b>	<b>36</b>
A. L'importance des règles d'origine pour les produits des zones franches .....	36
B. Les réglementations nationales des pays arabes .....	38
C. La problématique des règles d'origine dans le cadre de la Grande zone arabe de libre-échange .....	39
<b>IV. Recommandations et suggestions .....</b>	<b>40</b>
A. Recommandations concernant le débat arabe sur les règles d'origine.....	40
B. Recommandations concernant le débat au Maroc sur la question du traitement des produits des zones franches.....	41
C. Recommandations d'ordre général .....	43
 <b>Liste des tableaux</b>	
1. Indications sur les zones franches dans les pays arabes.....	10
2. Indicateurs économiques dans les zones franches en Jordanie pour l'année 2018 .....	16
3. Nouvelles zones franches spécialisées dans différents secteurs à Dubaï .....	17
4. Le traitement des marchandises produites dans les zones franches des communautés économiques régionales africaines.....	33
5. Traitement des produits des zones franches prévu dans les accords commerciaux régionaux entre les pays africains et l'Europe .....	33
6. Traitement des produits des zones franches dans les accords de libre-échange entre les pays arabes.....	35

## Table des matières (*à suivre*)

*Page*

### Liste des figures

1. Le nombre des zones franches dans le monde .....	4
2. Promulgation de lois créant des zones économiques spéciales dans les pays arabes.....	8
3. Le nombre des zones franches dans les pays arabes .....	9
4. Répartition par pays investisseur .....	23

## Abréviations

<b>ACR</b>	Accords commerciaux régionaux
<b>ALE</b>	Accord de libre-échange
<b>ALENA</b>	Accord de libre-échange nord-américain
<b>APE</b>	Accords de partenariat économique
<b>ASEAN</b>	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
<b>CER</b>	Communautés économiques régionales
<b>CESAO</b>	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
<b>GATT</b>	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
<b>GZALE</b>	Grande zone arabe de libre-échange
<b>IDE</b>	Investissements directs étrangers
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>QIZ</b>	Zones industrielles qualifiantes
<b>TIC</b>	Technologies de l'information et des communications
<b>TVA</b>	Taxe sur la valeur ajoutée
<b>ZF</b>	Zone franche





## Introduction

Au-delà du développement économique, l'un des principaux objectifs de la création des zones franches (ZF) consiste à attirer des investissements étrangers, créer de l'emploi et accroître les exportations. Ces zones fonctionnent en dehors de l'espace douanier de leur pays d'accueil en bénéficiant souvent d'une infrastructure de qualité ainsi que d'autres avantages tels que des incitations fiscales, sociales, réglementaires, administratives et financières<sup>1</sup>. Elles ont des noms, formes et tailles qui diffèrent selon les visions spécifiques des pays d'accueil. En général, quatre catégories se distinguent : les zones de libre-échange, les ZF d'exportation, les zones économiques spéciales et les zones industrielles.

Le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)<sup>2</sup> note que les ZF sont réparties dans plus de 130 pays ou économies allant de l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud à la région Asie-Pacifique en passant par l'Europe et l'Afrique. Alors qu'on ne comptait que 79 ZF dans 29 pays en 1975, ce nombre est passé à 5 400 en 2019, selon le dernier rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)<sup>3</sup>.

Les ZF sont ainsi devenues les principaux instruments permettant d'attirer les investissements bien qu'elles soient affrontées aux défis fondamentaux du développement durable et de la nouvelle révolution industrielle, et aux différentes mutations de la production internationale. Cependant, l'étendue des ZF dans le monde n'est pas sans inconvénient ; en effet, le rapport de l'OCDE et de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle<sup>4</sup> note que les exportations de produits contrefaits ou piratés en provenance d'un pays donné s'accroissent parallèlement au nombre et à la taille des ZF qui y sont implantées. Le rapport ajoute que la création d'une nouvelle ZF se traduit par une hausse de 5.9 % de la valeur des exportations de produits contrefaits depuis le pays d'accueil.

Les pays arabes sont également intégrés dans ce phénomène mondial puisqu'ils continuent à s'appuyer sur les ZF en vue d'attirer des investissements et augmenter leurs exportations. À cette fin, ils font bénéficier ces zones à la fois d'incitations financières, de procédures administratives simplifiées et d'une libéralisation des échanges en faveur d'un ensemble de secteurs ciblés et souvent compétitifs entre eux. En 2018, le nombre de ZF dans l'ensemble des pays arabes a atteint 127 dont 70 zones multi-activités ou non spécifiées (55 %) ; 37 zones spécialisées (29 %) ; 19 zones constituées en hub de logistique (15 %) et une zone axée sur l'innovation (1 %)<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Zones franches : coûts et avantages », 2009. Disponible à l'adresse suivante : [https://observeurocde.org/news/archivestory.php/aid/2577/Zones\\_franches:\\_co\\_FBts\\_et\\_avantages.html](https://observeurocde.org/news/archivestory.php/aid/2577/Zones_franches:_co_FBts_et_avantages.html).

<sup>2</sup> OCDE, Background note, Trends in trade and investment policies in the MENA region, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/mena/competitiveness/WGTI2018-Trends-Trade-Investment-Policies-MENA-Nasser-Saidi.pdf> (en anglais seulement).

<sup>3</sup> CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2019. Disponible à l'adresse suivante : [https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2019\\_overview\\_fr.pdf](https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2019_overview_fr.pdf).

<sup>4</sup> OCDE et l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle, Trends in trade in counterfeit and pirated goods, 2019. Disponible à l'adresse suivante : [https://euipo.europa.eu/tunnel-web/secure/webdav/guest/document\\_library/observatory/documents/reports/trends\\_in\\_trade\\_in\\_counterfeit\\_and\\_pirated\\_goods/trends\\_in\\_trade\\_in\\_counterfeit\\_and\\_pirated\\_goods\\_en.pdf](https://euipo.europa.eu/tunnel-web/secure/webdav/guest/document_library/observatory/documents/reports/trends_in_trade_in_counterfeit_and_pirated_goods/trends_in_trade_in_counterfeit_and_pirated_goods_en.pdf).

<sup>5</sup> CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2018. Disponible à l'adresse suivante : [https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2018\\_overview\\_fr.pdf](https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2018_overview_fr.pdf).

La situation et le nombre des ZF évoluent selon un plan plus ambitieux et plus spécialisé, dans le cadre d'une vision nationale de développement économique et industriel, qui néglige souvent l'aspect régional de complémentarité arabe. Cependant, malgré la multiplication des ZF dans la région arabe, les produits originaires de ces zones et échangés entre les pays arabes ne bénéficient pas des préférences tarifaires prévues dans les accords de libre-échange (ALE) bilatéraux ou régionaux arabes, notamment l'accord instituant la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE). Cette question revêt une importance particulière pour certains pays, dont la majorité des produits exportés proviennent des ZF, tels que les Émirats arabes unis dont plus de 80 % des exportations proviennent des ZF ou le Maroc qui a vu ses exportations augmenter grâce aux ZF, notamment dans le secteur automobile.

La question d'introduire les produits originaires des ZF dans le système préférentiel arabe a fait l'objet d'un examen minutieux dans le cadre du Conseil économique et social de la Ligue des États arabes. Le Conseil a recommandé, en 2014, de traiter ces produits comme étant des produits d'origine tierce et, par conséquent, de les soumettre au paiement des droits de douane lorsqu'ils sont exportés vers l'un des pays de la région arabe. Certains pays arabes avaient émis des réserves par rapport à cette recommandation en appelant à l'élaboration d'une étude approfondie sur les ZF dans les pays arabes en vue de parvenir à un consensus sur cette question dans le cadre de la complémentarité arabe.

L'étude demandée revêt une grande importance d'autant plus que les éléments disponibles sur la performance économique et le poids des ZF dans le développement de la complémentarité et des échanges interarabes demeurent rares et lacunaires. En outre, l'information disponible sur les incitations octroyées par chacun des pays arabes par catégorie de ZF est très éparpillée, non transparente et n'aide pas la prise de décisions dans le cadre des négociations commerciales arabes sur ce sujet. Cette étude répond à une requête d'assistance technique formulée par le Maroc et adressée à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). En effet, le Maroc a développé de nouvelles législations sur les ZF pour répondre à l'évolution de ses politiques industrielles et commerciales. C'est dans ce cadre qu'il s'est doté, ces dernières années, d'un nombre considérable de ZF attractives et bénéficiant d'infrastructures de qualité, de procédures administratives simplifiées, d'un guichet unique et d'importantes incitations fiscales. Il est donc important de mener une étude technique qui pourrait servir dans les négociations et assurer une meilleure ouverture des marchés arabes à certains produits provenant des ZF.

Les ZF peuvent contribuer à l'augmentation du volume des échanges commerciaux interarabes. En effet, l'évolution des exportations marocaines, y compris celles originaires des ZF, vers les pays arabes, révèle une nette progression notamment en ce qui concerne les secteurs à fort potentiel d'exportation évoqués par le Plan marocain d'accélération industrielle<sup>6</sup>. Ainsi, l'amélioration du positionnement des pays arabes, dont le Maroc, sur les marchés extérieurs et arabes pourrait être tributaire de l'amélioration, entre autres, de la compétitivité de l'offre exportable issue de leurs ZF, mais aussi de l'accès à ces marchés dans le cadre du traitement préférentiel prévu dans les différents accords commerciaux.

Exclure ces produits des préférences tarifaires, octroyées dans le cadre de la GZALE, pourrait contribuer à l'atténuation de la compétitivité des marchandises et des intrants au niveau du marché arabe. Cependant, exonérer les produits originaires des ZF arabes des droits de douane risquerait, en même temps, de poser la problématique de la compétitivité de la production nationale face aux

---

<sup>6</sup> Sous la pression de l'Union européenne, le Maroc a modifié le nom de ses zones franches en adoptant, dans le projet de loi de finances 2020, la nouvelle appellation : « zones d'accélération industrielle ».

différentes incitations et à l'absence de transparence sur l'origine des intrants et sur la nature des opérations subies par les produits exportés de ces zones.

Le rapport s'ouvre sur une revue de la structure et l'importance des ZF dans les économies des pays arabes. Puis, il permet de déduire, à travers une présentation et une analyse des activités des ZF, que la capacité exportatrice de ces zones n'a pas eu l'impact escompté, à savoir l'augmentation des flux commerciaux entre les pays arabes tant au niveau de la diversification des produits exportés qu'au niveau du volume même des exportations. Toutefois, l'analyse des exportations interarabes à partir des ZF permet de déceler un potentiel réel, non encore exploité ; d'où l'importance d'exploiter ce potentiel afin de développer les échanges commerciaux au niveau bilatéral et régional.

Partant de ces constats, le présent rapport fournit des données sur les investissements ; les incitations ; le traitement ; les secteurs d'activités et leur importance quant à l'emploi et l'exportation dans les pays arabes, notamment l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. Ces données sont susceptibles d'aider à construire une position arabe, permettant de mieux tirer profit des opportunités offertes par les ZF, dans le cadre de la complémentarité arabe et du développement des échanges commerciaux interarabes. Elles aideront également à enrichir le débat actuel au Maroc et entre les pays arabes sur la nature du traitement à accorder aux produits originaires des ZF, en s'inspirant des expériences d'autres accords commerciaux régionaux (ACR) à travers le monde.

Le rapport débute par une vue d'ensemble sur le traitement réservé aux produits originaires des ZF selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les expériences des autres ACR. Puis, il tente de dresser un état des lieux sur les ZF par pays dans la région arabe, notamment leur nature, incitations, traitement, secteurs d'activité, poids dans l'économie etc. Il traite ensuite les règles d'origine, dans le cadre de la GZALE, qui représentent le principal instrument de vérification de l'origine de chaque produit exporté par les pays arabes à travers l'identification des composantes importées telles que les intrants et les produits semi-finis. Autrement dit, ces règles précisent les conditions que les produits des ZF doivent remplir pour être considérés comme originaires de ces zones et bénéficier finalement du traitement tarifaire préférentiel. Suite à ces analyses et constats, le rapport offre des propositions et recommandations quant aux traitements des produits originaires des ZF dans le cadre préférentiel arabe.

## **I. L'importance des ZF au niveau mondial et au niveau des pays arabes**

### **A. Au niveau mondial**

En 2018, le nombre des ZF a atteint environ 5 400 zones dans le monde<sup>7</sup> (figure 1). Elles sont devenues un instrument important de développement et de croissance fondés sur l'exportation<sup>8</sup>. Elles se sont également répandues dans les pays arabes et leur nombre a atteint 127 zones en 2018<sup>9</sup>.

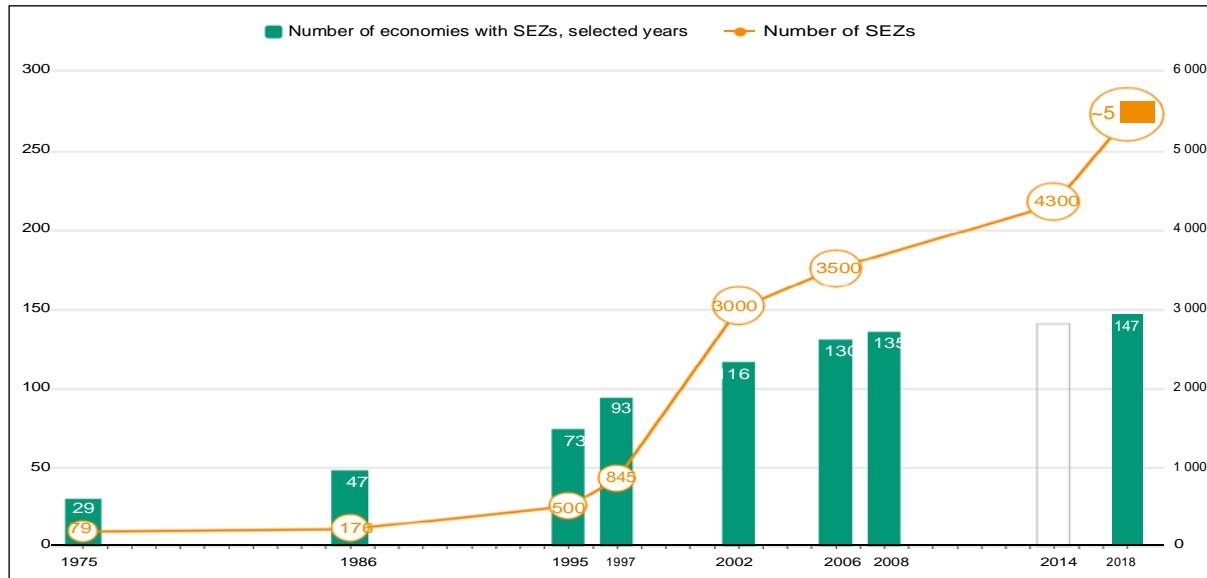
---

<sup>7</sup> CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2019.

<sup>8</sup> Michael Engman, Osamu Onodera et Enrico Pinali, *Export Processing Zones: Past and Future Role in Trade and Development* (OCDE, 2007).

<sup>9</sup> CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2019.

**Figure 1. Le nombre des zones franches dans le monde**



Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2019. Disponible à l'adresse suivante : [https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2019\\_overview\\_fr.pdf](https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2019_overview_fr.pdf).

L'essor des ZF est dû en grande partie aux avantages directs qu'elles offrent aux pays d'accueil, notamment l'attraction des investissements directs étrangers (IDE), la création d'emplois, la génération de revenus, la croissance, la diversification des exportations et l'augmentation de recettes en devises.

Les autres avantages économiques indirects sont plus difficiles à définir et à mesurer, mais ils représentent une composante essentielle de l'impact sur le développement industriel. Ces avantages comprennent également les liens avec les fournisseurs au-delà des limites géographiques des zones ; les emplois indirects que les ZF créent à travers l'économie environnante du pays. En outre, les effets dynamiques des ZF sont importants pour le développement industriel et la modernisation des pays d'accueil, et ont particulièrement un impact sur le transfert de technologie, le développement des compétences et l'économie en général.

Les critères de succès en matière d'attraction des investisseurs dans les ZF sont multiples et peuvent se résumer en quelques points : un cadre juridique et réglementaire spécial et très encourageant pour les IDE ; des autorités publiques chargées d'administrer les zones et dotées de claires responsabilités ; des procédures administratives simplifiées et transparentes ; une large offre économique incluant des services industriels, commerciaux et professionnels ; l'intégration des ZF à l'économie nationale ; l'assouplissement des normes minimales à l'exportation en conformité avec les règles de l'OMC ; la souplesse des normes sociales ; la diversification des activités économiques ; l'allègement des charges et des prix d'électricité et d'eau, etc.

L'étendue des ZF à travers tous les continents est une preuve en soi de leur importance. Les données fournies dans les passages suivants ont pour objectif d'étaler l'expérience de certains pays concernant l'évolution et l'adaptation du traitement accordé aux ZF en fonction des objectifs. Elles visent à enrichir le débat entre les pays arabes à cet égard en vue de renforcer la coopération et la complémentarité arabe.

En Amérique latine, le Mexique a créé la première ZF industrielle en 1946, suivi d'autres pays notamment le Bahamas en 1955 ; Porto Rico en 1962 ; le Brésil en 1968 ; la République dominicaine en 1969 ; les Bermudes en 1970 ; la Colombie et El Salvador en 1973 ; le Guatemala et le Venezuela en 1974 ; la Barbade et Haïti en 1975 ; le Chili, la Jamaïque et le Nicaragua en 1976 ; le Belize et le Honduras en 1978 ; les Antilles néerlandaises, le Costa Rica et Sainte-Lucie en 1979. La Colombie a établi une ZF d'exportation à Barranquilla en 1964, le Honduras à Puerto Cortés en 1972, El Salvador à San Bartolo en 1973 et le Costa Rica à Santa Rosa, El Roble au début des années 1980. Les maquiladoras (usines manufacturières tournées vers l'exportation) ont vu le jour en 1965 à la frontière entre les États-Unis d'Amérique et le Mexique, puis dans d'autres pays d'Amérique latine.

Au Canada, le gouvernement a lancé, en 2014, un nouveau programme en faveur de ses ZF en vue de soutenir les organismes municipaux et régionaux. Ce programme, connu sous le nom de « Foreign Trade Zone Center », a pour mission de promouvoir et soutenir les entreprises qui s'installent au sein des ZF. Cette initiative a permis de développer, depuis 2016, les nouvelles ZF situées à Calgary, Edmonton, Halifax, Niagara, Regina, Sydney-Cap Breton, Windsor et Winnipeg.

Aux États-Unis, 26 États disposent de leurs propres législations concernant des périmètres « à statut particulier » ou ZF. Ces législations ont permis la création de plus de 1 400 ZF entre 1983 et 1985. Les deux principales conditions pour la création de ces ZF sont, entre autres, le seuil de pauvreté et le niveau de chômage dans la région concernée. En effet, le taux de « pauvres » doit être supérieur à 25 % au moins de la population concernée et le taux local du chômage doit être supérieur à 50 % au moins par rapport à la moyenne de l'État. Les obligations des entreprises en matière de sécurité, d'hygiène, de protection sociale et de salaire minimum ne furent pas assouplies. Les incitations se limitèrent à : (a) la fiscalité avec l'allègement des taxes sur les investissements et les plus-values immobilières ; la réduction des périodes d'amortissement ; les déductions fiscales pour l'embauche de chômeurs et de jeunes ; les déductions sur les frais de formation ; l'exonération ou la réduction de l'impôt sur les ventes ; et (b) la simplification de certaines réglementations relatives à l'urbanisme et aux relations entre les entreprises et avec les diverses administrations publiques.

Il existe deux types de ZF : (a) les « zones polyvalentes », qui sont souvent des ports ou des parcs industriels utilisés par plusieurs entreprises telles que les petites et moyennes entreprises (PME) qui s'en servent pour l'entreposage ou la distribution, et pour l'assemblage ou la transformation partielle ; (b) les « sous-zones » qui servent à des activités plus complètes de fabrication ou de transformation et d'entreposage ou de distribution, qui peuvent difficilement être accomplies dans une zone polyvalente. En 2004, le nombre des entreprises dans les ZF aux États-Unis a été estimé à environ 2 700 zones.

Au niveau des avantages et du traitement, ces zones offrent un régime douanier spécial à des entreprises américaines. Les marchandises entrant dans la zone ne sont soumises à aucun droit de douane sauf si elles pénètrent le territoire douanier des États-Unis. Les marchandises détenues dans ces ZF sont exemptes de taxes fédérales et locales sur les stocks et il est possible de supprimer les restrictions de contingents sur les marchandises qui entrent dans une ZF pour être réexportées par la suite. Les ZF couvrent des activités diverses telles que l'assemblage, le conditionnement, la destruction, le stockage, le nettoyage, l'exposition, le reconditionnement, la distribution, le triage, la classification, les essais, l'étiquetage, la réparation, l'ajout de contenu local ou étranger ou la transformation. En outre, sous réserve de l'approbation du Conseil des ZF des États-Unis, les intrants et produits intermédiaires peuvent être admis dans une ZF (généralement en association avec des intrants d'origine nationale) et les droits sont évalués en définitive sur la valeur des produits finis expédiés sur le marché des États-Unis. Le paiement différé des droits à l'importation pendant que les produits restent entreposés constitue une incitation pour les producteurs. Les ZF sont également utilisées comme des zones économiques

spéciales dans le sens traditionnel, pour certains échanges avec le Mexique, lorsque des pièces détachées sont importées du Mexique où elles sont réexportées pour une transformation plus poussée.

La frontière entre les États-Unis et le Mexique s'étale sur environ 3 150 kilomètres, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. L'écart entre les deux pays en matière de développement économique et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ont contribué à établir une forte interdépendance entre les deux côtés de la frontière avec l'apparition, au côté mexicain, de maquiladoras favorisant le développement de nombreuses villes jumelles. Il s'agissait au départ d'un dispositif d'importation en franchise de matières premières, de biens intermédiaires et de biens d'équipements en provenance des États-Unis pour la production de marchandises destinées à être réexportées vers les États-Unis. Cette franchise ne s'appliquait qu'à des zones de 20 kilomètres de large le long de la frontière, en faveur des matières premières et de biens d'équipements, ce qui obligeait les entreprises à réexporter toute leur production. Le capital de ces entreprises devrait être composé d'au moins 51 % de capitaux nationaux. Dans les années 70, le système s'est étendu à l'ensemble du territoire mexicain, à l'exception de certaines zones industrialisées, et la détention du capital à 100 % par des investisseurs étrangers a été autorisée. Jusqu'au début des années 80, ce programme est resté une exception au régime d'industrialisation et de substitution des importations, et les entreprises des maquiladoras ne pouvaient vendre que 20 % de leur production sur le territoire national.

D'autres réformes commerciales ont été introduites, en 1984, et se sont intensifiées avec l'adoption du Programme d'importation temporaire en faveur des exportateurs (PITEX) qui complète le programme de maquiladoras en permettant aux entreprises exportatrices d'importer temporairement en franchise tous les équipements et les matériaux dont elles ont besoin. En 1985, les autorisations d'importation ont été éliminées pour une très grande partie des 8 000 produits considérés (à l'exception de 908 d'entre eux). En 1986, le Mexique a adhéré à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et a commencé à assouplir les restrictions pesant sur l'IDE. En 2001, le gouvernement mexicain a dû réduire progressivement les exonérations de droits à l'importation dont bénéficiaient les entreprises des maquiladoras exportant vers les États-Unis, pour se conformer à l'article 303 de l'ALENA. Les exonérations de droits à l'importation concernant les produits exportés en dehors de la zone de l'ALENA ont pu être maintenues, mais cette disposition n'a pas influencé les entreprises des maquiladoras qui exportaient plus de 90 % de leurs produits vers les États-Unis. L'histoire du système des maquiladoras au Mexique n'a cessé d'évoluer au fil des années. Les ZF fonctionnaient au départ comme un mécanisme de libéralisation des échanges à une échelle réduite, mais elles ont pavé la voie à des réformes d'adaptation continues aux niveaux national, régional et international.

En Asie, un accord de libre-échange entre les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a été signé le 28 janvier 1992 à Singapour, entre la Birmanie, le Brunei, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Singapour, la Thaïlande et le Viêtnam, en vue de faciliter la circulation des flux de capitaux, des biens, des services, des investissements et de la main-d'œuvre qualifiée dans la région. Au début de 2018, la quasi-totalité des droits de douane sur les échanges de marchandises ont été supprimés entre les pays membres. L'ASEAN a également signé des accords bilatéraux de libre-échange en vigueur avec l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Les sociétés qui opèrent dans les ZF des pays membres jouissent en général de multiples privilèges et avantages tels que l'exonération d'impôts sur le capital et le revenu ; le libre rapatriement des investissements et des bénéfices sur une période de trois à dix ans ; l'exonération de la taxe sur la propriété des contributions indirectes, un taux d'intérêt préférentiel sur dix ans pour les crédits d'investissement et un prix abordable pour les loyers et services. Les autorités de ces ZF subventionnent souvent les divers services notamment l'eau et l'électricité et la formation de la main-d'œuvre.

Un accord a été signé en 2004 entre la Chine et les pays de l'ASEAN pour donner naissance à la plus grande zone de libre-échange en Asie et au monde, avec 1,9 milliard de consommateurs, un produit intérieur brut (PIB) d'environ 6 000 milliards de dollars et un flux commercial de 4 500 milliards de dollars. Le texte final prévoit la suppression des taxes douanières pour près de 7 000 groupes de produits et services qui représentent 90 % des échanges régionaux, en provenance des ZF généralement. Des secteurs sensibles, comme les services et l'agriculture, sont aussi concernés. Les tarifs douaniers dans la région sont déjà bas ; la Chine taxe ses importations à hauteur de 6 % et les pays de l'ASEAN à environ 5 %.

L'expérience de la Corée du Sud, dans le domaine des ZF, fournit un exemple de programme ayant ouvert la voie à une réforme générale et à une transformation structurelle de l'ensemble de l'économie. La Corée du Sud a initié la mise en place de son système de ZF en remplaçant sa politique de substitution des importations par une politique de développement fondée sur les exportations. La première ZF d'exportation a été créée à Masan, en 1970, et la deuxième à Iksan, en 1973. L'objectif était d'attirer des IDE pour promouvoir les exportations, l'emploi et les transferts de technologies. Les deux zones ont réalisé de bons résultats, mais à partir de 1985, l'espace a commencé à manquer à l'intérieur des zones, et les coûts de la main-d'œuvre ont augmenté. En 1980, 35 % des composants et équipements légers avaient été obtenus auprès de fournisseurs locaux, essentiellement par la sous-traitance. La loi autorisant l'accomplissement de 40 % du processus de production en dehors de la zone et le système de ristourne des droits de douane ont contribué au renforcement des relations avec d'autres entreprises sur le territoire douanier. Les mesures d'exonération de droits de douane ont ainsi été élargies à d'autres entreprises de la zone douanière nationale par l'intermédiaire du système de ristourne des droits de douane. L'application de ce système aux expéditions à destination des entreprises des ZF a renforcé ce système. En 1990, plus de 90 % des exportations coréennes bénéficiaient d'une exonération ou d'une ristourne des droits de douane, et 8 % du système sous douane, dont 3 % provenant des ZF.

La Chine polarise à elle seule plus de 70 % des emplois et des investissements dans les ZF industrielles en Asie. Ces ZF sont souvent mieux intégrées aux pays d'origine des multinationales présentes qu'aux pays d'accueil et au tissu économique local. Une telle situation ne pose pas, en principe, le problème de l'utilisation des intrants étrangers dans la zone puisque la majorité des intrants sont originaires de la Chine qui absorbe, en contrepartie, plus de 80 % des exportations de ces zones. Il convient également de noter que des parcs industriels ont récemment émergé dans des ZF binationales, entre la Chine et Singapour (Suzhou, circa 1997 ; Tianjin, 2003) et entre la Chine et la Malaisie (Kuantan, 2013), à titre d'exemple. Cette situation ne pose aucun problème quant à l'origine des produits échangés entre les pays concernés.

## **B. Au niveau des pays arabes**

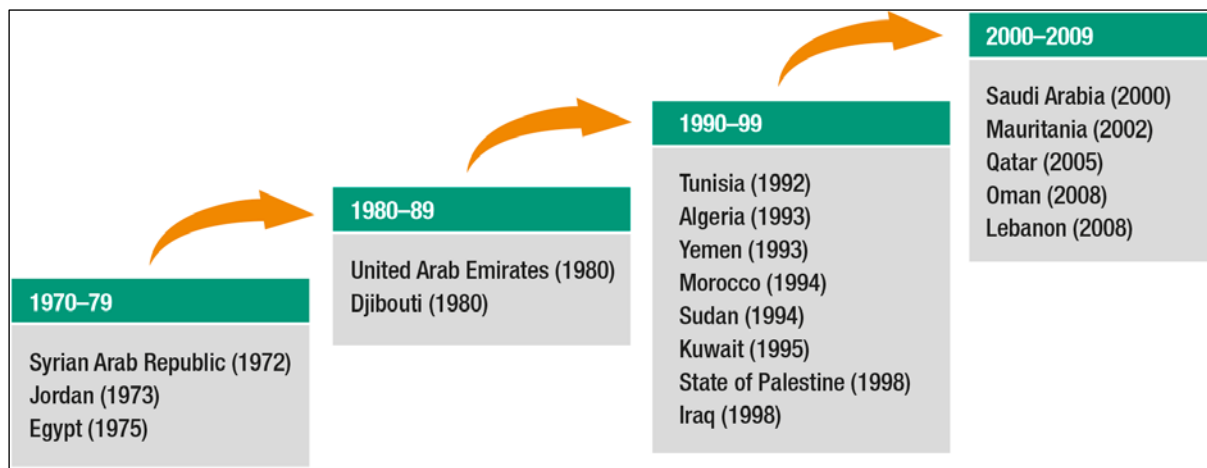
### *1. Vue d'ensemble*

Les ZF constituent souvent un instrument de politique économique utilisé par les gouvernements des pays arabes pour promouvoir les IDE en offrant un environnement commercial plus compétitif grâce à l'octroi d'avantages fiscaux, réglementaires et financiers, et à une offre de services variés et souvent adaptés selon les entreprises. C'est la raison pour laquelle ces zones prennent différents modèles et appellations selon leurs missions : zones franches ; zones industrielles ; zones industrielles spéciales ; régions d'investissement ; domaines ou parcs technologiques, etc. Elles ont été créées en vertu de lois promulguées à des dates différentes entre les pays arabes (figure 2) et leur objectif principal est de développer les exportations en termes de croissance et de diversification. Celle-ci est

particulièrement importante pour certains pays arabes qui dépendent de l'exportation de produits pétroliers et dérivés.

La combinaison des contributions économiques directes et indirectes des ZF devrait, en principe, entraîner une croissance économique plus élevée dans les pays arabes sur le plan national et renforcer, sur le plan régional, les échanges commerciaux et la complémentarité arabe tant recherchés à travers la GZALE.

**Figure 2. Promulgation de lois créant des zones économiques spéciales dans les pays arabes**



Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2019.

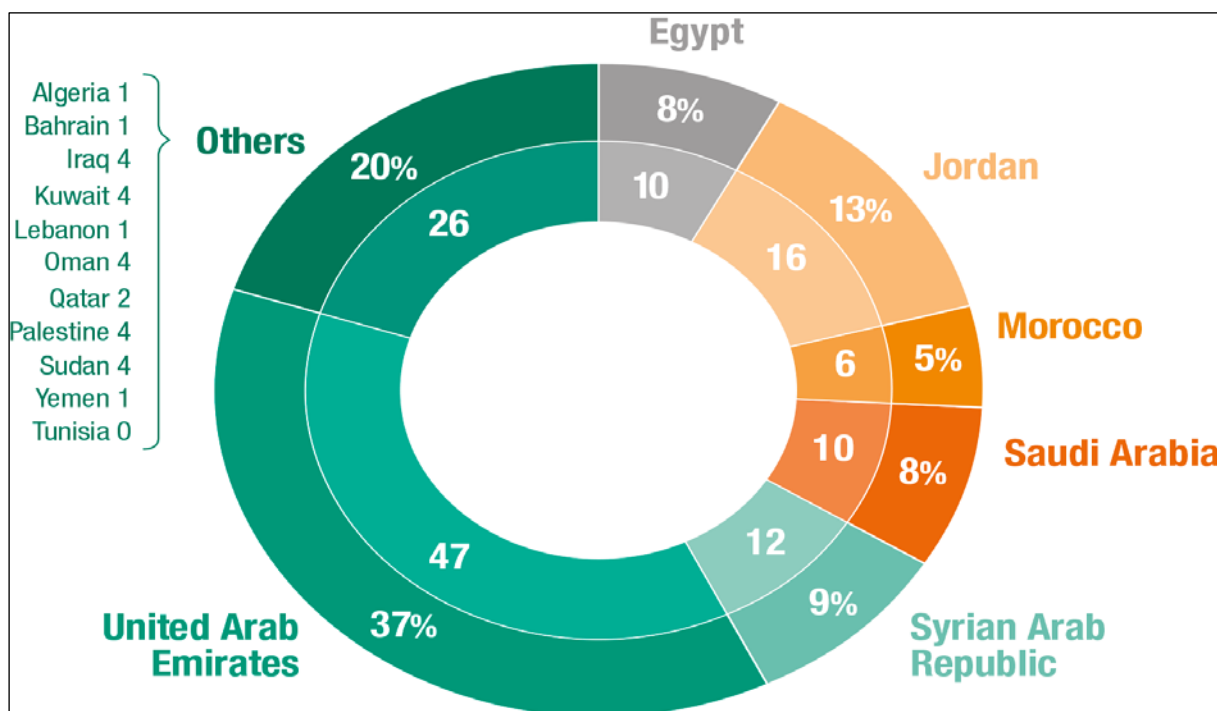
Depuis la mise en place des premières ZF dans les pays arabes à partir des années 70, leur nombre et leur nature n'ont cessé d'évoluer pour atteindre 127 zones en 2018<sup>10</sup>. Les Émirats arabes unis arrivent en tête avec 37 % du total des ZF dans la région (soit 47 zones), suivis de la Jordanie (16 zones), la République arabe syrienne (12 zones), l'Arabie Saoudite et l'Égypte (10 zones chacune), et le Maroc (6 zones, soit 5 % du total) (figure 3). Les ZF, de par les secteurs qui y sont développés, font partie intégrante de la stratégie de développement de ces pays mais elles sont généralement réparties comme suit, selon leur fonctionnalité : 70 zones multi-activités ou non spécifiées, soit 55 % du total ; 37 zones spécialisées, soit 29 % ; 19 zones constituées en hub de logistique, soit 15 % et une zone axée sur l'innovation, soit 1 %.

Aux Émirats arabes unis, le nombre recensé des ZF a atteint 47 zones en 2018, représentant ainsi plus du tiers des ZF arabes. Elles sont réparties comme suit : 21 zones multi-activités ou non spécifiées (47 %) ; 20 zones spécialisées (42 %) ; 5 zones constituées en hub de logistique (11 %) et une zone axée sur l'innovation (2 %). Le reste des pays arabes se répartissent 26 zones, soit 20 % du total.

<sup>10</sup> CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2019.



**Figure 3. Le nombre des zones franches dans les pays arabes**



Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2019.

Les secteurs développés dans les ZF arabes sont très diversifiés et comprennent le secteur agroalimentaire ; les industries électriques et mécaniques ; le textile et le cuir ; les produits chimiques et pétrochimiques ; l'automobile et composants automobiles ; les services ; le pétrole et le gaz, les fertilisants ; la métallurgie ; les industries électriques et mécaniques ; la céramique ; le marbre ; la production de médias ; le tourisme ; les banques et les compagnies d'assurance ; les cabinets juridiques internationaux ; les consultations d'affaires ; les technologies de l'information et des communications (TIC), etc. En 2017, les flux d'investissement dans les pays arabes se sont élevés à 15,5 milliards de dollars<sup>11</sup>.

## 2. Les secteurs productifs dans les zones franches des pays arabes

Suite à une analyse du nombre, de la nature, des incitations et investissements, et de la fonctionnalité des ZF dans les pays arabes, la présente section se penche sur l'importance de ces zones par pays. Le tableau suivant résume les secteurs d'activité qui ont bénéficié d'investissements et le nombre d'emplois enregistrés en 2017 dans les ZF des pays arabes<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> OCDE, Background note, 2018.

<sup>12</sup> Bureau international du Travail, Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2018. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_631465.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_631465.pdf).

**Tableau 1. Indications sur les zones franches dans les pays arabes**

Pays	Nombre total d'emplois	Investissements en millions de dollars	Principaux pays investisseurs	Nombre d'entreprises	Principaux secteurs
Arabie Saoudite	66 672	23,44 milliards de dollars	Allemagne, Chine, Égypte, États-Unis, France, Italie, Liban, Pays-Bas, Royaume-Uni, République arabe syrienne	1 609	Entrepôts, pétrole brut, dérivés de pétrole, l'électricité, produits pétrochimiques, gaz naturel
Bahreïn	299 080		Australie, Chine, République de Corée, États-Unis, France, Inde, Jordanie, Malaisie, Royaume-Uni, Russie, Singapour	370	Tourisme, banques et compagnies d'assurance, cabinets juridiques internationaux, consultations d'affaires, TIC
Égypte	209 042	3 062,5	Allemagne, Autriche, Belgique, Bermudes, Canada, Cayman, Chine, Chypre, Espagne, États-Unis, France, Inde, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, autres	558	Services, pétrole et gaz, fertilisants, métallurgique, industries électriques et mécaniques, construction, textile, produits pétrochimiques, produits chimiques, céramique, marbre, production de médias
Émirats arabes unis	552 135	8 milliards de dollars	Chine, Émirats arabes unis, États-Unis, France, Pays-Bas, Royaume-Uni, autres	7 000	TIC, médias, ordinateur, tourisme, services

**Tableau 1 (à suivre)**

Pays	Nombre total d'emplois	Investissements en millions de dollars	Principaux pays investisseurs	Nombre d'entreprises	Principaux secteurs
Jordanie	13 000 (zones industrielles qualifiantes (QIZ)) + 70 000 (Autorité de la zone économique spéciale d'Aqaba (ASEZA))	1 164,3	Arabie Saoudite, Chine, Danemark, États-Unis, Irak, Israël, Jordanie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie, Taiwan, Turquie, Ukraine	503	Industries mécaniques et électriques, cuir, textile, services, tourisme, TIC, montage et composants automobiles, transformation, service, tourisme, médicaments
Maroc	145 000	1 783,7	Allemagne, Chine, Corée, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Tunisie, Turquie, autres	745	Transformation des produits alimentaires, industries électriques et mécaniques, cuir et textile, produits chimiques, tourisme, composants automobiles
Tunisie	259 842	747,5	Allemagne, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Libye, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie, Suède, Suisse	2 703	Industries mécaniques et électriques, cuir, textile, services, tourisme, TIC, composants automobiles

Source : OCDE, Background note, Trends in trade and investment policies in the MENA region, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/mena/competitiveness/WGTI2018-Trends-Trade-Investment-Policies-MENA-Nasser-Saidi.pdf>.

En vue de promouvoir sa politique d'ouverture commerciale et d'améliorer sa capacité d'exportation, **le Maroc** a adopté des régimes préférentiels spéciaux, exclus du régime général du commerce extérieur et du droit des changes<sup>13</sup>. C'est dans ce cadre que se situent les premières ZF d'exportation qui vont connaître leur véritable essor avec la promulgation de la loi n°19-94 du 26 janvier

---

<sup>13</sup> Il convient de noter que des modifications assez profondes ont été introduites par le projet de loi de finances 2020 au Maroc, notamment en ce qui concerne les ZF dont l'appellation a été changée en « zones d'accélération industrielle ». Pour le moment, la loi n°19-94 du 26 janvier 1995 relative aux ZF d'exportation n'a pas été modifiée, et les modifications exécutées n'ont concerné que le régime fiscal.

1995 relative aux ZF d'exportation, et la mise en place de la ZF d'exportation de Tanger en vertu du décret n° 2-96-511 du 10 novembre 1997. Le chapitre premier de ladite loi définit les ZF d'exportation comme étant : « des espaces déterminés du territoire douanier où les activités industrielles et de services qui y sont liées sont soustraites, selon les conditions et limites posées dans la présente loi, à la législation et à la réglementation douanière et à celles relatives au contrôle du commerce extérieur et des changes ». Selon la Charte de l'investissement, le Maroc accorde une exonération totale de l'impôt sur les sociétés et sur le revenu pour les cinq premières années et une réduction de 50 % de cet impôt au-delà de cette période ; ainsi qu'une exonération totale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les équipements, les matières premières, et l'outillage ; et n'impose aucune restriction sur le rapatriement des recettes après impôt.

En vertu de la loi relative aux ZF d'exportation, les activités autorisées dans les ZF au Maroc sont celles ayant un caractère industriel ou commercial ainsi que les services qui y sont liés, notamment : l'agroalimentaire ; le textile et cuir ; les activités métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques ; et les industries chimiques et para-chimiques. En 2018, les ZF opérationnelles au Maroc étaient au nombre de 10, à savoir : Tanger Med Zones (4 ZF) ; ZF de Tanger ; Tanger Automotive City ; Atlantic Free Zone de Kénitra ; Midparc Nouaceur de Casablanca ; la Technopole d'Oujda et Technopolis de Rabat. La ventilation des entreprises opérantes dans les ZF met la province de Tanger en premier lieu avec 925 entreprises, suivie de Rabat (48 entreprises) ; Casablanca (43 entreprises) et Oujda (03 entreprises).

En 2017, ces ZF ont contribué à la création de 100 570 nouveaux emplois, ventilés comme suit : 87 006 emplois, soit 87 %, à Tanger ; 11 551 emplois, soit 11 %, à Rabat ; 1 422 emplois, soit 1 %, à Casablanca ; 591 emplois, soit 1 %, à Oujda. En outre, la contribution des ZF aux recettes s'est chiffrée à 890 millions de dirhams en matière d'impôts sur les sociétés et à 511 millions de dirhams en matière d'impôts sur le revenu. L'essor des activités dans les ZF a donné lieu à une nouvelle configuration de la carte des exportations marocaines. Le secteur automobile est devenu, à partir de 2014, le premier secteur exportateur devant celui des phosphates et des dérivés. Avec un taux de croissance annuel moyen de 20 %, le secteur de l'automobile a vu sa part dans les exportations industrielles augmenter de 9 % en 2005 à 28 % en 2018.

Cependant, sous la pression de l'Union européenne au sujet des incitations fiscales accordées par le Maroc aux entreprises qui exercent leurs activités dans les ZF, la loi de finances pour l'année 2020 a introduit certaines modifications au régime fiscal actuel dont bénéficient ces entreprises. Les principales modifications concernant les ZF visent, a priori, à lutter contre l'évasion fiscale. La loi propose de changer même l'appellation des ZF en « zones d'accélération industrielle », et stipule de nouvelles dispositions relatives aux exonérations et à l'imposition temporaire aux taux réduits dont bénéficient les entreprises industrielles installées dans des ZF. Parmi ces nouvelles mesures, suite à 5 années d'exonération, l'impôt sur les sociétés est fixé à un taux de 15 %, et l'impôt sur le revenu est fixé à un taux de 20 %. Ces mesures seront appliquées aux entreprises exerçant leurs activités dans ces zones et ayant bénéficié de 5 années d'exonération, sans prendre en considération le chiffre d'affaires local ou à l'exportation. L'exonération et l'imposition aux taux réduits s'appliquent également aux opérations réalisées entre les entreprises installées dans la même zone d'exportation et entre les entreprises installées dans différentes zones d'exportation.

Par ailleurs, le taux de la cotisation minimale est diminué de 0,75 % à 0,5 % du chiffre d'affaires. Les entreprises déficitaires avant amortissement pendant deux années consécutives, en dehors de la période d'exonération de la cotisation minimale, seront taxées à 0,75 % à compter du troisième exercice. Les entités ayant un résultat déficitaire uniquement à cause des amortissements paieront 0,5 % d'impôts. L'objectif de ces modifications est de lutter contre l'évasion fiscale observée jusqu'à présent dans ces zones. Pour le Maroc, elles trouvent leur fondement dans la vision stratégique marocaine en vue

d'assurer les conditions favorables à une croissance soutenue et inclusive. Suite à cette stratégie, il est prévu que le Maroc gagne six points de PIB et que 250,000 emplois soient créés à l'horizon 2030.

Selon la Banque africaine de développement, « **l'Égypte** prend également des initiatives pour promouvoir les industries nationales par le développement de parcs industriels. Le pays crée des zones industrielles et des parcs assortis d'incitations fiscales et de conditions spéciales sous le contrôle de l'Autorité générale pour les investissements et les zones franches et de l'Autorité du développement industriel. Ces zones et parcs sont situés à l'intérieur et autour du Caire, à Alexandrie et non loin des voies navigables du Caire. En outre, le développement de la zone économique du canal de Suez est en passe de devenir un projet géant offrant un potentiel considérable de croissance de l'industrialisation et de création d'emplois. L'Égypte dispose d'énormes possibilités de développement industriel »<sup>14</sup>.

Dans ce cadre, en vue de développer son économie, attirer les investissements et développer ses exportations, l'Égypte a mis en place divers modèles de ZF : zones industrielles ; zones industrielles spéciales ; zones franches ; régions d'investissement et des domaines technologiques<sup>15</sup>. Les zones économiques spéciales sont situées principalement dans la zone du port du canal de Suez et offrent des incitations complètes aux investisseurs. Les ZF sont des zones exonérées de droits de douane pour attirer les IDE et exporter l'essentiel de la production des autres zones et parcs industriels. Les régions d'investissement disposent d'un bureau de douane dans la région, dont la mission est de faciliter le processus de dédouanement pour les investisseurs. Les zones industrielles, au nombre de 134, sont réparties dans 26 gouvernorats. La base de données de l'Autorité pour le développement industriel (IDA) d'Égypte couvre plus de 40 000 zones industrielles recensées et enregistrées, qui emploient environ 2 millions de travailleurs. La majorité de ces zones ont été établies et gérées par des régulateurs gouvernementaux. Enfin, les zones technologiques sont spécialisées dans les industries liées aux TIC. Les projets développés dans ces zones sont ouverts aux développeurs industriels privés nationaux et étrangers. En 2007, l'IDA a lancé la nouvelle génération de zones industrielles en partenariat avec des promoteurs du secteur privé. 12 zones industrielles ont été conçues et planifiées sur la base du concept de zones industrielles durables dans le sens où elles disposent de centres de formation, centres de développement des affaires, une zone logistique, une zone de service, une autorité de gestion des installations, etc. En 2017, le taux d'occupation dans ces zones industrielles sous le nouveau système spécial de développement industriel a atteint environ 95 %<sup>16</sup>.

D'autres projets de création de villes industrielles spécialisées et de ZF ont été réalisés ou sont en cours d'exécution, parmi lesquels<sup>17</sup> : (a) une ville industrielle intégrée, spécialisée dans l'industrie du cuir et établie dans la région de Rubiki ; (b) le Triangle d'Or consistant en une ZF s'étalant sur une superficie de 9 millions de mètres carrés, avec un coût total d'investissement de 18 millions de dollars, et spécialisée dans les ressources naturelles, les phosphates et l'or. À travers cette zone, 365 000 offres d'emploi sont prévues d'être accordées ; (c) les industries de vêtements dans une ZF s'étalant sur 3 millions de mètres carrés, avec un coût total d'investissement de 1 milliard de dollars ; (d) la ZF nommée « Sadat Industrial City » et réservée aux industries de meubles de la ville de Damiette.

---

<sup>14</sup> Banque africaine de développement, Revue synthétique des résultats 2018, Égypte. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/CRB\\_Egypt\\_2018\\_Fr\\_web.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/CRB_Egypt_2018_Fr_web.pdf).

<sup>15</sup> Autorité pour le développement industriel (IDA) d'Égypte, base de données. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.ida.gov.eg/webcenter/portal/IDA>.

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> Travaux du 2<sup>ème</sup> Forum sur le rôle des zones franches et industrielles pour attirer les investissements industriels et développer les exportations, Tanger (Maroc), 4-6 décembre 2019.

Selon l'IDA, ces projets fournissent environ 27 % des opportunités d'emploi sur le marché du travail égyptien.

En outre, le Ministère égyptien du commerce et de l'industrie a développé une stratégie pour la création de 17 nouveaux complexes spécialisés dans les ressources à travers le pays, sur une superficie de 60 millions de mètres carrés, avec un coût total d'investissement de 18 millions de dollars. Les principales incitations offertes pour améliorer le climat des investissements dans le secteur industriel comprennent l'attribution gratuite de terres dans les zones industrielles des gouvernorats de la Haute-Égypte, une remise de 50 % sur les coûts d'investissement et d'autres incitations fiscales très variées. Parmi les secteurs ciblés par la stratégie, la priorité est accordée aux projets concernant les énergies nouvelles et renouvelables ; les nouvelles technologies de l'information ; les projets à forte intensité de main-d'œuvre ou orientés vers l'exportation et les projets qui intègrent des intrants locaux. D'autres incitations sont possibles pour les projets établis dans les zones géographiques les plus nécessiteuses, notamment dans les gouvernorats d'Assiout, Assouan, Beni Suef, Louxor, Nouvelle Vallée, Qena et Sohag.

**La Jordanie** a introduit depuis l'année 2000 de nombreux développements dans sa législation pour attirer les investissements et se positionner sur le marché régional et mondial. À cette fin, elle a créé des institutions gouvernementales spécialisées pour encourager les investissements et soutenir la croissance des exportations ainsi que l'utilisation des régions défavorisées. En 2014, la Commission des investissements de la Jordanie a été créée en tant qu'institution chargée de la promotion des investissements et du développement des activités industrielles et commerciales dans les ZF. Elle a été dotée d'une certaine souplesse pour réagir aux changements et aux tendances émergentes dans l'environnement national, régional et international en matière d'investissement économique. Parmi les secteurs d'activités prioritaires retenus par la Commission des investissements, dans le cadre de cette stratégie : les énergies renouvelables et les technologies propres ; le secteur industriel dans toutes ses composantes ; le secteur des TIC ; le secteur touristique ; le secteur agricole ; le secteur de la santé avec des services de haute qualité et l'infrastructure du transport.

Au-delà du port d'Aqaba qui constitue la première et la plus grande expérience jordanienne en matière des ZF, la Jordanie dispose d'autres ZF publiques qui appartiennent à l'État parmi lesquelles la ZF de Zarqa ; la ZF de Sahab (sud-est d'Amman) ; la ZF de l'aéroport Alia ; la ZF Al Karama (située entre les frontières jordaniennes et irakiennes) ; la ZF de Karak (située à Karak, au sud de la Jordanie) et la ZF de Muwaqqar (située au sud-est d'Amman). Les projets d'investissements industriels et commerciaux établis dans ce type de zones bénéficient de plusieurs avantages dont l'exonération de l'impôt sur le revenu ; l'exonération des importations, l'autorisation du transfert de capitaux hors du pays ; l'exonération des produits des projets industriels et une réduction de 10 % des frais de loyer pour les terrains et les établissements loués pour des projets industriels. Les ZF privées sont des zones publiques dont la gestion a été confiée au secteur privé. L'objectif est d'activer le rôle du secteur privé local et étranger dans des investissements importants dans les projets agricoles, industriels et de services. Le nombre des ZF privées agréées en Jordanie s'élève à 37 zones actives dans différentes activités économiques notamment : l'activité commerciale et le stockage commercial (4 zones), l'activité industrielle (13 zones), l'activité médiatique (2 zones), l'activité agricole (2 zones), les services (9 zones) et les développeurs (7 zones). Quelques ZF privées sont affiliées au centre douanier de la ZF de Zarqa et se situent en dehors des frontières de cette zone, il s'agit de la Ville industrielle du roi Abdallah II pour la conception et le développement ; de la société Kadby destinée à la fabrication militaire ; de la société Al-Baha pour la production de soude et de chlore et de la société Rhodes pour le béton préfabriqué.

En 2018, le nombre de ZF publiques opérationnelles a atteint le nombre de six zones, réparties dans les différents gouvernorats, en plus des 37 zones franches privées<sup>18</sup>. En 2016, le Groupe des zones franches et de développement en Jordanie a été créé et certains aménagements ont été introduits aux réglementations régissant le traitement des produits des ZF. Les marchandises introduites dans les ZF pour le stockage et la fabrication bénéficient désormais de la suspension de toutes les taxes. Les marchandises étrangères introduites ou extraites des ZF ne sont pas soumises à des restrictions ou interdictions d'importation, ni à des droits de douane et autres taxes. Les exportations de marchandises des ZF pour la consommation nationale sont considérées comme des produits étrangers et sont par conséquent soumises aux procédures du commerce extérieur et au paiement des droits de douane et autres droits et taxes.

En outre, des exemptions et incitations sont accordées, notamment : (a) l'exonération des bénéfices de l'activité économique de l'impôt sur le revenu pour les marchandises exportées et le commerce de transit ; l'exonération des bénéfices de la vente ou de la cession de marchandises à l'intérieur des frontières des zones franches ; (b) l'exonération des salaires et indemnités des salariés non jordaniens travaillant dans des projets dans la zone franche, des impôts sur le revenu et les services sociaux ; (c) l'exonération des marchandises importées ou exportées de la zone franche des droits d'importation, des droits de douane et de tous les autres impôts et taxes ; (d) l'exonération des bâtiments et des constructions immobilières dans la zone franche des droits de licence et des taxes foncières ; (e) la liberté de transfert du capital investi dans la zone franche et des bénéfices qui en découlent en dehors de la Jordanie, conformément aux dispositions en vigueur ; (f) l'exonération des produits des projets industriels, fabriqués dans les zones franches et entrant sur le marché local, des droits de douane dans la limite de la valeur des matériaux et des coûts et dépenses locaux liés à leur fabrication ; (g) l'exonération des projets industriels de 10 % des frais de location des terrains et des installations locatives. Ces incitations ont permis d'augmenter le nombre des unités implantées et estimées à 123 usines et 662 sociétés de négoce dans les ZF suivantes : Ad-Dulayl, Al-Tajamouat, Aqaba, Irbid et Kerak.

La contribution des ZF publiques et privées à l'économie jordanienne est estimée à environ 700 millions de dollars par an. La part des exportations de ces zones franches est estimée, en 2018, à 4 milliards de dollars, soit l'équivalent de 57 % des exportations totales de la Jordanie. Par ailleurs, les ZF emploient environ 49 042 employés (tableau 2).

Aux **Émirats arabes unis**, les ZF ont été créées dans l'objectif d'encourager les exportations et les investissements étrangers dans le pays. La ZF de Jebel Ali, inaugurée en 1985, a défini la norme en matière de réglementations et d'incitations. La plus forte concentration des ZF se trouve à Dubaï avec plus de la moitié du nombre total, soit 23 zones ; suivi d'Abou Dhabi (5) ; Ras Al Khaimah (4) ; Fujairah (3) ; Sharjah (2) ; Ajman (1) et Umm Al Quwain (1). Les ZF connaissent une évolution permanente et sont réparties comme suit, selon leur spécialité<sup>19</sup> : Jebel Ali Free Zone (Techno Park) ; Dubai Maritime City ; Dubai Airport Free Zone ; Dubai Cars and Automotive Zone ; Dubai Internet City-Tecom ; Jumeirah Lake Towers ; Dubai Textile City ; Gold and Diamond Park ; Dubai Media City-Tecom ; Dubai Flower City ; Dubai Studio City-Tecom ; Dubai Logistics City ; Dubai International Academic City -Tecom ; Sharjah Airport Free Zone ; Ajman Free Zone ; Fujairah Media Zone / Creative City ; Ras Al Khaimah Free Zone ; Hamriyah Free Zone ; Fujairah Free Zone ; Ahmed Bin Rashid Free Zone

---

<sup>18</sup> Ibid.

<sup>19</sup> Données recueillies par l'auteur en se basant sur les travaux du *1<sup>er</sup> Forum sur le rôle des zones franches et industrielles dans l'attraction des investissements industriels et le développement des exportations*, tenu à Tanger (Maroc), du 28 au 30 janvier 2019.

et Rak Media City. Les nouvelles ZF créées récemment aux Émirats arabes unis se spécialisent de manière accrue (tableau 3).

**Tableau 2. Indicateurs économiques dans les zones franches en Jordanie pour l'année 2018**

Région	Nombre d'entreprises	Volume de l'investissement (Millions de dollars)	Volume des exportations (Millions de dollars)	Nombre d'emplois
Ville industrielle du roi Abdallah II	432	1 651	591	14 361
Zone industrielle d'al-Hassan	151	387	729	27 317
Zone industrielle d'al-Hussein	36	64	206	4 185
Zone industrielle d'Al-Mouakkar	93	658	134	3 318
Zone industrielle d'Al-Aqaba	125	592	451	3 200
Zone industrielle d'Al-Mafraq	3	5	-	23
<b>Total</b>	<b>843</b>	<b>3 357</b>	<b>2 111</b>	<b>49 042</b>

*Source : Données recueillies par l'auteur en se basant sur les travaux du 2<sup>ème</sup> Forum sur le rôle des zones franches et industrielles pour attirer les investissements industriels et développer les exportations, tenu à Tanger (Maroc), du 4 au 6 décembre 2019.*

L'importance de l'attraction des ZF aux Émirats arabes unis est due en grande partie à la nature des différents avantages accordés aux entreprises de propriété étrangère à 100 %, notamment : les usines et entrepôts prêts à l'emploi ; le rapatriement complet du capital et des bénéfices ; la détention de la propriété étrangère à 100 % sans impôts et taxes ; les procédures d'approbation rapide ; l'énergie peu coûteuse ; l'absence de restriction monétaire et de taxes sur les sociétés ; une infrastructure de qualité ; un excellent accès aux communications ; l'absence d'impôts sur le revenu ; un excellent accueil et orientation ; un système de transport efficace et d'excellentes installations de distribution sur le plan national, régional et international.

Traditionnellement, les entreprises doivent être détenues à au moins 51 % par l'État des Émirats arabes unis. Cependant, les entreprises inscrites dans une ZF peuvent être entièrement détenues par des étrangers. En ce qui concerne les conditions générales d'importation dans les ZF, la société établie et agréée dans la ZF est autorisée à importer des marchandises ou du matériel d'un pays étranger dans les ZF sans acquitter des droits de douane, et ses marchandises peuvent également être stockées pendant une période déterminée en fonction de leur type et de la validité de la licence de la ZF. Ces marchandises doivent être accompagnées d'un certificat d'origine original approuvé par la Chambre de commerce et d'industrie du pays d'origine, indiquant l'origine des produits avec une liste de colisage détaillée par poids, méthode d'emballage et code du Système harmonisé pour chaque type de fret expédié individuellement. Toutes les marchandises destinées à la ZF sont inspectées dès leur entrée dans la ZF, à l'exception de celles provenant du marché local, qui sont supposées être dédouanées par les autorités douanières du pays. Il convient de signaler qu'une déclaration en douane est exigée dans le but de



permettre à une société agréée de la ZF de vendre ses marchandises à des sociétés locales opérant dans les Émirats arabes unis ou dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en vertu d'une licence commerciale / industrielle valide, délivrée par les autorités compétentes de l'État ou du CCG. Une déclaration d'importation pour la réexportation de la ZF est également exigée dans le but de permettre à une société agréée de la ZF de vendre ses marchandises à des sociétés locales opérant dans les Émirats arabes unis ou dans les pays du CCG en vertu d'une licence commerciale / industrielle valide, délivrée par les autorités compétentes de l'État ou du CCG pour importer des produits aux fins de réexportation.

**Tableau 3. Nouvelles zones franches spécialisées dans différents secteurs à Dubaï**

Nom de la zone	Activités
Dubai Maritime City	Services, gestion, marketing et constructions maritimes
Dubai Silicon Oasis	Industrie et formation à l'expertise du semi-conducteur
Dubai Healthcare City	Services médicaux autour d'une université de médecine
Dubai Carpet Free Zone	Fabricants de tapis fait main
Mohammad Bin Rashid Technology Park	Technologies étrangères pour l'étude et la conservation des ressources naturelles
Dubai Auto Park City	Ré-export d'automobiles
Dubai Textile Village	Showrooms et boutiques de présentation textile
Heavy Equipment and Trucks Zone	Ré-export de camions et équipements lourds
Dubai Flower Centre	Stockage, conditionnement et ré-export de produits de la flore
International Media Production Zone	Imprimeries, publication et plus tard industrie de la musique, du film et de la diffusion (télévision, radio)
Dubai Aid City	Distribution ou redistribution des aides internationales à travers le monde
Dubai International Arbitration Center	Offre de services pour l'arbitrage et la conciliation des litiges commerciaux locaux, régionaux et internationaux

*Source : Données recueillies par l'auteur en se basant sur les travaux du 1<sup>er</sup> Forum sur le rôle des zones franches et industrielles dans l'attraction des investissements industriels et le développement des exportations, tenu à Tanger (Maroc), du 28 au 30 janvier 2019.*

En **Tunisie**, la Loi n° 92-80 de 1992 sur les ZF prévoit de nombreuses incitations financières comme l'exonération de la TVA, de l'impôt sur les bénéfices et sur les plus-values<sup>20</sup>. Ces avantages ont été dictés pour relancer la croissance économique du pays afin de créer des emplois, redresser une balance commerciale déficitaire, augmenter les exportations et freiner la fuite des cerveaux et l'immigration clandestine. Cette loi stipule les conditions de création et de gestion des ZF, connues en Tunisie sous l'appellation « parcs d'activités économiques », et introduit le régime d'encouragement applicable aux investissements réalisés dans ces zones. Les ZF sont créées, en vertu d'un décret, sur le domaine public ou privé de l'État ou sur des collectivités locales, et sont considérées comme domaines publics de l'État.

En général, les ZF sont considérées comme des domaines publics et leur gestion peut être concédée, par convention<sup>21</sup>, à toute personne morale dénommée « exploitant » et chargée de réaliser tous les travaux d'infrastructure d'accueil et d'aménagement de la ZF, notamment : établir les contacts avec les investisseurs pour la présentation et la promotion de la zone ; accorder les cartes d'accès à la zone ; suivre et contrôler les activités des opérateurs implantés dans la zone ; veiller à la conformité des installations aux règles et aux normes de sécurité et à la protection de l'environnement ; fournir tous les services nécessaires à la maintenance et au bon fonctionnement de la zone ; construire tout bien immobilier intéressant la zone ainsi que la location et l'exploitation de tout bien mobilier et immobilier à l'intérieur de la zone.

Les principales ZF en Tunisie ont été créées en 1993, en vertu du décret n° 93-2051 du 4 octobre 1993, notamment la ZF de Bizerte située au nord de la Tunisie sur 81 hectares et répartie sur trois sites : le site de la ville de Bizerte et deux sites à Menzel Bourguiba. Parmi les secteurs d'activités de cette zone, l'industrie occupe le premier rang avec 63 %, suivie des services (30 %) et du commerce (7 %). La ZF de Zarzis est située au sud de la Tunisie et s'étale sur 100 hectares. Les projets créés dans cette zone concernent essentiellement l'huile d'olive, les services de la logistique pétrolière et le commerce international.

Les principaux secteurs d'activités dans les ZF tunisiennes<sup>22</sup> se focalisent sur l'industrie mécanique et électrique, l'industrie aéronautique, les services, l'huile d'olive, les dattes, les agrumes, les produits de la mer, l'électronique, les composants automobiles, les composants plastiques, l'emballage, le textile, le cuir, l'agroalimentaire, les nouvelles TIC. Le secteur de l'offshoring compte près de 300 entreprises étrangères ou à participation étrangère offrant plus de 34 000 emplois. Près de 1 800 entreprises opèrent dans le secteur des TIC avec 200 filières universitaires qui relèvent des disciplines liées à ces technologies. L'économie numérique contribue à hauteur de 7 % du PIB national. En termes d'emplois, ces projets ont permis de créer 11 469 nouveaux postes d'emplois dont 9 538 dans les secteurs de l'industrie manufacturière soit 83,2 % du total des emplois créés. Les variations des flux d'IDE de l'année 2018, par rapport à 2017, dénotent une évolution des investissements dans les secteurs de l'industrie manufacturière à l'égard de l'industrie de chimie et caoutchouc (292 %), l'agroalimentaire (185 %), la plasturgie (158 %) ou encore des industries pharmaceutiques (79 %). Certains autres secteurs sont en baisse comme le secteur des matériaux de construction (-76 %).

---

<sup>20</sup> Tunisie, Loi n° 92-80 (3 août 1992) portant création de zones franches économiques, *Journal officiel de la République Tunisienne*, n° 52 (7 août 1992), p. 1005 et 1006.

<sup>21</sup> Données recueillies par l'auteur en se basant sur les travaux du *1<sup>er</sup> Forum sur le rôle des zones franches et industrielles*.

<sup>22</sup> Ibid.

Au niveau des ZF, les marchandises qui sont introduites dans les ZF (ou parcs d'activités économiques) ou qui en proviennent sont considérées comme des marchandises importées ou exportées. Par conséquent, l'écoulement sur le marché local de biens provenant d'une zone franche est considéré comme une importation et requiert automatiquement l'autorisation préalable des services des douanes et le dépôt d'une déclaration d'importation, conformément à la réglementation en vigueur. Toutefois, les entreprises des ZF peuvent, sans autorisation préalable, écouler une partie de leurs productions sur le marché local dans la limite d'une proportion ne dépassant pas 20 % de leurs chiffres d'affaires de l'année précédente. Les opérateurs établis dans une ZF peuvent librement vendre leurs productions aux entreprises exerçant leurs activités sous des régimes suspensifs ou économiques. Les biens fournis au profit des opérateurs installés dans les ZF sont considérés comme des exportations. Ces opérations sont soumises aux mêmes formalités et régimes appliqués aux exportations y compris la déclaration en détail, conformément à la réglementation en vigueur. Les opérateurs exerçant dans ces zones peuvent importer librement les biens et les services nécessaires à leurs activités. Leurs relations commerciales bilatérales ou avec l'étranger sont également libres. Les entreprises qui arrivent à exporter au moins 80 % de leur production ont droit à une exonération de l'impôt sur les sociétés pendant 10 ans, avec une réduction de 50 % au-delà de cette période. Les bénéfices réinvestis entraînent une exonération fiscale. D'autres incitations sont offertes pour encourager les investissements dans d'autres secteurs tels que les soins de santé, l'éducation, les transports, l'environnement, l'élimination des déchets, la recherche et le développement technologique.

En **Algérie**, au début des années 90, le pays a opté progressivement pour la création des ZF en vue de paver la voie à la libéralisation partielle de son économie et de son commerce extérieur. L'article 2 de l'Ordonnance n° 03-02 relative aux zones franches<sup>23</sup> définit la ZF comme étant un espace délimité sur le territoire douanier où s'exercent des activités industrielles, commerciales et/ou de prestations de services dans des conditions bien définies. La ZF est créée en vertu d'un décret exécutif, sur proposition du ministre des finances précisant la zone, les limites, les composants et les activités autorisées. Le droit d'exploiter la ZF est accordé à une personne morale publique ou privée sur la base d'un contrat et d'un cahier des charges spécifiant les droits et les devoirs de l'utilisateur. La durée du contrat est de 40 ans, renouvelable par écrit pour la même période. Les entrées et les sorties de la ZF sont placées sous la surveillance de la douane, avec un contrôle des moyens de transport à l'entrée et à la sortie. L'opérateur économique installé dans la zone exerce les opérations d'importation et d'exportation des biens et services dans le cadre d'un système fiscal, douanier et de change spécial, à l'exception des produits portant préjudice à la moralité publique, la sécurité publique, la santé et le droit de propriété intellectuelle. Il convient de noter que Bellara est la principale ZF en Algérie. Elle a été créée dans la Wilaya de Jijel, en vertu du Décret exécutif n° 97-106 du 5 avril 1997, en tant que ZF industrielle destinée à l'exportation. Elle est située à 40 kilomètres du port de Djen Djen sur un terrain public de 523 hectares.

L'Ordonnance n° 03-02 regroupe toutes les dispositions et mesures incitatives relatives aux ZF. Les investissements sont exonérés de tous impôts, taxes et prélèvements à caractère fiscal, parafiscal et douanier. Les opérations de fourniture de biens à partir du territoire douanier aux ZF sont soumises aux règles du commerce extérieur et au droit des changes. La consommation de biens de la ZF sur le territoire douanier ne doit pas dépasser 20 % du chiffre d'affaires de l'opérateur concerné. Si la part des intrants nationaux dans la production de ces biens dépasse 50 %, le pourcentage de consommation s'élève de 20 % à 50 %. Toutes les ventes de la ZF au territoire douanier sont soumises aux droits relatifs à l'importation. La période de séjour des marchandises dans la ZF n'est pas spécifiée et il est

---

<sup>23</sup> Algérie, Ordonnance n° 03-02 (19 juillet 2003) relative aux zones franches, *Journal officiel de la république algérienne* n° 43 (20 juillet 2003).

possible d'échanger les marchandises entre les opérateurs dans la zone. Un contrôle douanier des marchandises dans la zone franche demeure toujours possible ainsi que la tenue permanente des fiches techniques pour la production et le mouvement des marchandises. Parmi les avantages fiscaux au sein des ZF, les unités bénéficient de l'exonération, pour 3 ans, de la TVA sur les biens et services importés ou achetés localement ; de l'exonération, pour une période allant de 2 à 5 ans, de la taxe sur la propriété et les sociétés ; d'un taux de droits de douane limité à 3 % sur 30 produits (au lieu des taux habituels allant de 25 % à 45 %) ; d'un taux de cotisations sociales à la charge de l'employeur, limité à 7 % du salaire brut (au lieu de 24,5 %).

Dans d'autres pays arabes, tels que le **Soudan**, les objectifs de la création des ZF consistent en l'exploitation de leur position géographique pour faciliter le flux du commerce mondial et le transit. Le Soudan partage une vaste frontière avec sept pays (l'Afrique centrale, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Libye, le Soudan du Sud et le Tchad) et a développé plusieurs systèmes douaniers, notamment des ZF et des zones douanières spéciales (entrepôts). Les principales ZF au Soudan sont : (a) la ZF « mer Rouge », située sur la côte de la mer Rouge à environ 40 kilomètres au sud du port principal, Port-Soudan et à 20 kilomètres au nord du port de Suakin; (b) la ZF « hara-kiri », située dans le centre du pays; (c) les ZF privées connues dans la législation douanière soudanaise sous l'appellation « entrepôts ». Elles sont dispersées dans toutes les villes soudanaises et sont concentrées à proximité des zones industrielles et des grandes entreprises dans le but de faciliter, simplifier et accélérer les procédures ; assurer la sécurité des marchandises ; réduire les coûts et fournir des stocks de matières premières pour les usines et les entreprises.

Dans la **République arabe syrienne**, aucune licence d'importation n'est requise pour les intrants et les marchandises entrant dans la ZF. Le matériel militaire et les marchandises interdites sont exclus. Le pays n'a imposé aucune règle ou restriction à la réexportation, à l'exception du matériel militaire et des marchandises interdites sur le plan international.

En **Libye**, les entreprises installées dans les ZF bénéficient du secret bancaire, des avantages du régime de libre-échange et de l'absence du contrôle des flux de capitaux. Toutes les ZF offrent des incitations financières et industrielles, y compris la possibilité pour les étrangers de posséder des sociétés à 100 %, une exemption de 10 ans de l'impôt sur les sociétés et des droits de douane pour les marchandises à l'entrée et à la sortie des ZF. Il est à signaler que toutes les importations en provenance des pays arabes sont exonérées des droits de douane.

### *3. Les exportations depuis les zones franches arabes*

A la lumière des données précédentes sur la nature, le nombre, la répartition des activités, les incitations et le traitement des marchandises dans les ZF des pays arabes, l'analyse de ces activités permet de déduire que la capacité exportatrice des ZF a eu l'impact escompté sur les pays arabes, à savoir l'augmentation des échanges commerciaux interarabes tant au niveau de la diversification des produits exportés qu'au niveau du volume des exportations. Toutefois, l'analyse des exportations interarabes à partir des ZF permet de déceler un potentiel réel non encore exploité. L'exploitation de ce potentiel revêt une grande importance pour développer les échanges commerciaux sur le plan bilatéral et régional. Certains pays arabes demeurent plus dynamiques que d'autres dans le développement du volume des exportations à partir de leurs ZF, c'est le cas notamment des pays du Golfe, de l'Égypte, de la Jordanie et du Maroc.

L'analyse des secteurs, branches et produits par pays arabe<sup>24</sup> fait ressortir que les exportations des ZF des pays du Golfe (l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, l'Oman et le Qatar) ont atteint 828,4 milliards de dollars en 2018. Les Émirats arabes unis viennent en tête avec une part de 38,3 % du total des exportations du groupe, suivis de l'Arabie saoudite (35,6 %) ; le Qatar (10,2 %) ; le Koweït (8,7 %) ; l'Oman (5,2 %) et Bahreïn (2,2 %). Au niveau de la répartition sectorielle, les combustibles minéraux, les huiles minérales et produits de leur distillation, et les matières bitumineuses viennent en tête avec 60,7 % du total des exportations du groupe. Ils sont suivis des perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés avec 5,7 % ; des matières plastiques et ouvrages en ces matières (3,8 %) ; des machines, appareils et matériels électriques et leurs parties ; des appareils d'enregistrement (3,5 %) ; des machines, appareils et engins mécaniques et réacteurs (2,5 %) ; des produits chimiques organiques (2,4 %) et des voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres et leurs parties (1,9 %). L'analyse de la nature des exportations à partir des ZF a également permis de relever un potentiel non encore exploité<sup>25</sup>, en tenant compte de la composition des importations réelles des pays arabes. En effet, selon l'Indicateur de potentiel d'exportation du Centre du commerce international (CCI)<sup>26</sup>, la majorité de ces pays importent la plupart de leurs besoins en produits en dehors de la zone arabe, alors que ces produits peuvent être fournis par certaines ZF des pays arabes et contribueraient ainsi au renforcement de la complémentarité arabe.

Au niveau de l'analyse par pays, les branches exportées en provenance des ZF des **Émirats arabes unis** se concentrent sur la préparation industrielle de produits alimentaires ; les engrais ; les industries pétrochimiques et produits pétroliers ; le verre et ouvrages en verre ; l'aluminium et ouvrages en aluminium ; et les automobiles et pièces de rechange. Les activités manufacturières de ce pays ont connu une forte croissance au cours des cinq dernières années, en particulier dans des secteurs tels que la transformation des métaux, la fabrication des meubles, la préparation industrielle des produits alimentaires, la production d'aluminium, les matériaux de construction, les engrais, l'industrie pétrochimique, la fibre de verre et l'immobilier. Les matières et ouvrages en plastique ont affiché une dynamique de croissance de l'ordre de 9 % entre 2014 et 2018.

En **Égypte**, le textile, les préparations industrielles de produits alimentaires ; les engrais ; les industries pétrochimiques et produits pétroliers ; le verre et ouvrages en verre ; l'aluminium et ouvrages en aluminium ; et les automobiles et pièces de rechange constituent les principaux produits exportés des ZF. Les opportunités en termes de capacités réelles d'exportation se situent au niveau des tapis et autres revêtements de sol ; des vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie et autres ; autres articles textiles confectionnés et assortiments. Pour le secteur agroalimentaire, les capacités d'exportation existent au niveau des préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculs ou de lait ; et au niveau des pâtisseries et des préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes.

Au **Maroc**, les principales branches exportées en provenance des ZF relèvent des secteurs suivants : l'automobile ; l'aéronautique ; les textiles ; l'électronique ; la chimie et parachimie ;

---

<sup>24</sup> Données recueillies par l'auteur en se basant sur les statistiques du Trade Map du Centre du commerce international (CCI).

<sup>25</sup> Données recueillies par l'auteur à partir de l'outil « Export Potential Map » du CCI.

<sup>26</sup> L'Indicateur de potentiel d'exportation du CCI identifie une valeur des exportations potentielles d'un produit vers un marché donné en se basant sur un modèle économique qui combine l'offre du pays exportateur avec la demande du marché cible et les conditions d'accès au marché. Pour les produits déjà exportés, l'offre est mesurée à travers l'historique de la performance des exportations pour ce produit.

le secteur pharmaceutique et les produits agroalimentaires. Cependant, les capacités réelles d'exportation aux pays arabes à partir des ZF résident dans les voitures de tourisme et autres véhicules conçus pour le transport des personnes ; les tomates à l'état frais ou réfrigéré ; les agrumes frais ou secs ; les voitures de tourisme et autres véhicules conçus pour le transport des personnes. En 2018, certains secteurs ont enregistré une croissance, notamment l'automobile (+ 6,3 milliards de dirhams), l'aéronautique (+ 1,7 milliard de dirhams), le textile et le cuir (+ 1,6 milliard de dirhams), et ont contribué avec les ventes des phosphates et de l'agroalimentaire, pour près de 81,7 %, à la hausse totale des exportations.

En **Tunisie**, les principales exportations des ZF se composent des produits agroalimentaires ; des machines et appareils électriques et textiles. Les produits ayant le plus grand potentiel d'exportation aux pays arabes sont : les dattes, fraîches ou sèches ; les conducteurs électriques, pour une tension inférieure ou égale à 1000 volts, avec des pièces de connexion et jeux de fils pour bougies d'allumage destinés aux moyens de transport.

Les principales branches exportées des ZF de la **Jordanie** sont composées des vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie ; des engrais ; des produits chimiques inorganiques ; des composés inorganiques ou organiques ; des machines, appareils et matériels électriques et leurs parties ; et des appareils d'enregistrement. Les produits ayant le plus grand potentiel d'exportation aux pays arabes sont le chlorure de potassium, destiné à être utilisé comme engrais ; le nitrate de potassium et le sulfate de potassium. En 2018, les produits pharmaceutiques ont constitué le deuxième poste à l'export, suivis de la potasse brute (+16,1 %).

À **Bahreïn**, les exportations des ZF se concentrent sur les combustibles minéraux, les huiles minérales et les produits de leur distillation ; les matières bitumineuses ; l'aluminium et ouvrages en aluminium ; les minerais, scories et cendres ; la fonte, le fer et l'acier ; et les voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres et leurs parties. Le secteur des combustibles minéraux et des huiles minérales représente 58,5 % des exportations totales de Bahreïn.

En dépit de ces capacités exportatrices exploitées ou non, tous les secteurs développés dans les ZF des pays arabes s'intègrent dans le cadre des stratégies de développement industriel, au niveau national plutôt qu'au niveau régional. Les bonnes infrastructures et les diverses facilités et incitations offertes ont fortement contribué à l'attraction des IDE dans les ZF de ces pays et peuvent, en principe, améliorer fortement les chaînes de valeur au niveau de la région arabe.

#### *4. L'impact des secteurs productifs dans les zones franches sur l'économie des pays arabes*

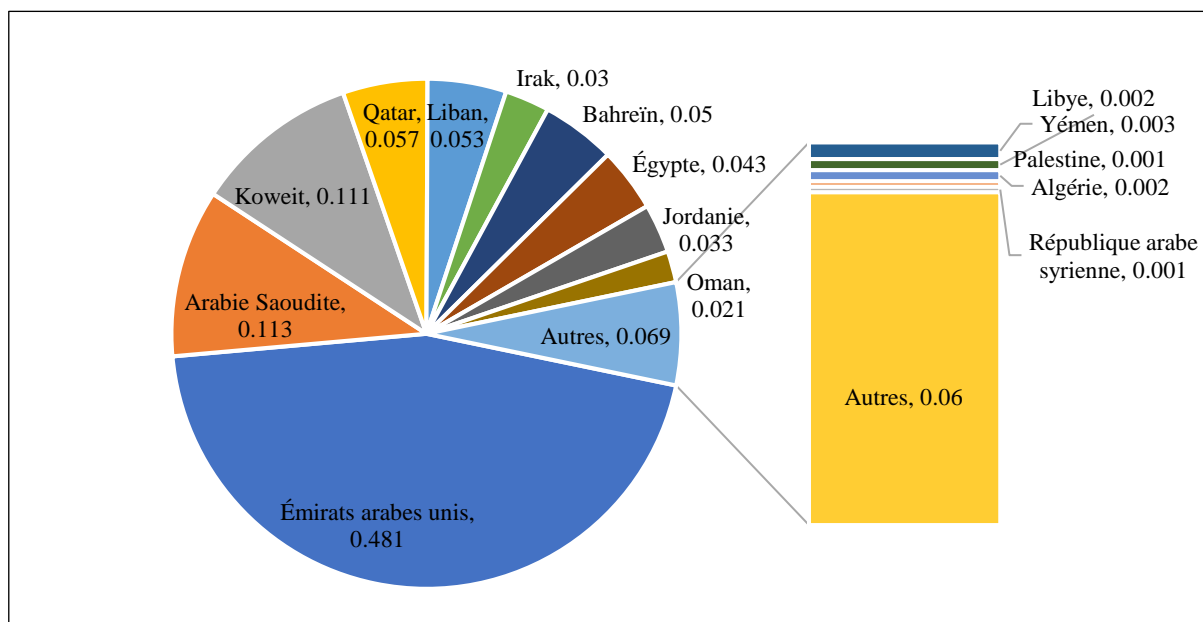
Selon l'OCDE<sup>27</sup>, les zones économiques spéciales de la région MENA ont eu d'importantes entrées d'investissement grâce aux facilités offertes et à la libéralisation des droits d'établissement et d'accès à des infrastructures de qualité, à des installations de transport et de logistique et à des services compétitifs. Ces investissements ont généré des emplois locaux importants et ont permis une augmentation des exportations et une accélération de la croissance économique des pays bénéficiaires. En 2017, les flux d'investissement dans les pays arabes se sont élevés à 15,5 milliards de dollars. Une grande partie des flux entrants a été concentrée aux Émirats arabes unis et en Égypte, représentant respectivement 37 % et 27 % des entrées dans la région, suivis du Maroc (9,5 %), du Liban (9,4 %) et

---

<sup>27</sup> OCDE, Background note, 2018.

d'Oman (6,7 %) <sup>28</sup>. Selon la même source, les quatre principaux pays bénéficiaires de ces IDE sont l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie qui ont reçu la moitié des investissements dans la région entre 2003 et 2017. Les Émirats arabes unis, avec leurs 47 ZF, ont été destinataires de plus de 45 % des IDE qui ont couvert un large éventail de secteurs, notamment les services financiers, le commerce, la logistique et les activités industrielles.

**Figure 4. Répartition par pays investisseur**



Source : OCDE, Background note, 2018.

Le CCG a représenté environ 72 % du total des échanges commerciaux de la région arabe avec le monde en 2017. Au-delà de l'attraction des investissements, les ZF sont également une source importante d'offre d'emplois. En effet, selon l'Organisation internationale du Travail (OIT) <sup>29</sup>, le cumul d'emplois dans les ZF entre le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord a été de l'ordre de 1 686 749 en 2016.

Cependant, les ZF n'ont pas été développées de la même manière et selon la même vision dans les pays arabes. Pour la majorité de ces pays, leur création était plutôt dictée par la nécessité d'attirer les IDE, d'augmenter les exportations et d'offrir des emplois. Par ailleurs, la majorité de ces zones dépendent d'opérations peu qualifiées et à faible technologie, qui se réduisent à l'assemblage ou la réexportation, comme aux Émirats arabes unis, et leurs activités sont concentrées dans un seul secteur tel que l'habillement dans les premières ZF en Égypte ou en Tunisie <sup>30</sup>. Ce constat commence à être

<sup>28</sup> Selon le rapport de l'OCDE, l'Arabie saoudite, l'Égypte et les Émirats arabes unis ont représenté ensemble près des deux tiers des flux entrants dans la région en 2007.

<sup>29</sup> OIT, Emploi et questions sociales dans le monde 2016. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2016/WCMS\\_513746/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2016/WCMS_513746/lang--fr/index.htm).

<sup>30</sup> Walid Ayadi, *Les zones franches en Afrique du Nord dans le secteur du textile : impacts commerciaux et juridiques* (Montréal, Université du Québec, 2009). Disponible à l'adresse suivante : [https://pdfs.semanticscholar.org/71ff/ef30bb37fe3f2b8a22a44f18658477ad171f.pdf?\\_ga=2.187654880.916226194.1587764470-1684112378.1587764470](https://pdfs.semanticscholar.org/71ff/ef30bb37fe3f2b8a22a44f18658477ad171f.pdf?_ga=2.187654880.916226194.1587764470-1684112378.1587764470).

atténué actuellement par certains pays qui ont favorisé la modernisation industrielle et la diversification économique dans leurs ZF, comme c'est le cas du Maroc qui a même changé l'appellation de ces zones en « zones d'accélération industrielle », selon une vision de développement claire et précise. C'est le cas également de la Tunisie qui a développé le secteur des TIC, ou de l'Égypte qui œuvre dans le cadre d'une vision et d'une stratégie globales de développement. En outre, l'évolution de ces ZF dans les pays arabes a donné naissance à des zones dédiées à un seul pays comme la ZF chinoise et la ZF russe en Égypte ou la ZF chinoise au Maroc. Ces zones obéissent, quant à leur spécialisation, au choix du pays investisseur chinois ou russe dans les cas cités.

Au **Maroc**, les ZF sont fondées sur des stratégies lancées ces dernières années pour assurer les conditions favorables à une croissance globale soutenue et inclusive. Ces stratégies sont axées sur<sup>31</sup> : (a) l'accélération de la transformation et de la diversification économiques par l'industrialisation et la promotion de l'investissement privé ; (b) le renforcement de la compétitivité et le développement des exportations ; (c) l'amélioration de la qualité des ressources humaines et la réduction des inégalités ; et (d) l'amélioration du cadre institutionnel et de la gouvernance. Il est prévu que cette stratégie fasse gagner au Maroc 6 points de PIB et qu'elle contribue à la création de 250 000 emplois à l'horizon 2030. L'essor des activités dans les ZF marocaines a donné lieu à une nouvelle configuration de la carte des exportations marocaines. Le secteur automobile est devenu, à partir de 2014, le premier secteur exportateur devançant celui des phosphates et des dérivés, avec un taux de croissance annuel moyen de 20 %, et sa part dans les exportations industrielles est passée de 9 % en 2005 à 28 % en 2018. Au niveau global, les IDE industriels ont totalisé, en 2017, plus de 52 milliards de dirhams, marquant ainsi une progression annuelle moyenne de 20 % durant la période 2010-2017. Le Maroc envisage l'accélération du taux d'intégration dans le secteur industriel pour atteindre 60 % en 2019.

Les ZF en **Égypte** évoluent dans le cadre d'une vision et d'une stratégie globales élaborées par le gouvernement à l'horizon 2030. Celles-ci visent à réaliser une croissance économique équilibrée, diversifiée et compétitive sur les plans géographique, sectoriel et environnemental, tout en assurant un équilibre entre les différentes régions et en tenant compte des trois dimensions de développement à savoir : la dimension économique, la dimension sociale et la dimension environnementale. Pendant la période 2016-2017, le secteur industriel a occasionné environ 27 % des offres d'emploi sur le marché du travail égyptien<sup>32</sup>. Le Ministère égyptien du commerce et de l'industrie considère que le secteur industriel est l'un des piliers essentiels du développement économique et du transfert des technologies. À cet effet, il a adopté la Stratégie de développement industriel et du commerce extérieur 2016-2020, axée sur cinq objectifs principaux, à savoir : le développement industriel ; le développement des PME et de l'entrepreneuriat ; le développement des exportations ; le développement de la formation technique et professionnelle ; la gouvernance et le développement institutionnel. En 2018, les dix ZF égyptiennes recensées avaient fourni près d'un million de possibilités d'emplois.

Aux **Émirats arabes unis**, le nombre des ZF a atteint 47 zones en 2018, couvrant un large éventail de secteurs, notamment les services financiers, le commerce, la logistique et l'activité industrielle. Ces zones sont réparties comme suit, selon leur fonctionnalité : 21 zones multi-activités ou non spécifiées, soit 47 % du total ; 20 zones spécialisées, soit 42 % ; 5 zones constituées en hub de logistique, soit 11 % et une zone axée sur l'innovation. Ces zones, dont le commerce constitue la principale activité, représentent un peu plus du tiers de l'économie non pétrolière et 88 % des

---

<sup>31</sup> Données recueillies du Ministère marocain de l'industrie, du commerce et de l'économie verte et numérique.

<sup>32</sup> Données recueillies de la base de données de l'IDA d'Égypte. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.ida.gov.eg/webcenter/portal/IDA>.



exportations non pétrolières<sup>33</sup>. La ZF de Jebel Ali revêt une importance particulière avec une contribution de 23,8 % au PIB des Émirats arabes unis, une valeur commerciale de 93 milliards de dollars et une capacité à offrir plus de 13 500 emplois. Selon le rapport de l'OCDE<sup>34</sup>, les Émirats arabes unis constituent un hub de réexportation à travers les ZF, notamment celles de Dubaï. En 2017, les réexportations ont représenté 47,4 % du commerce total des Émirats arabes unis. Les marchandises réexportées comprennent les importations, en provenance de l'étranger, qui passent par la douane pour être réexportées par une tierce partie sans subir aucun traitement ou transformation. La ZF de Jebel Ali, étant un centre de logistique et de transport, ainsi que l'aéroport international de Dubaï et Dubai World Central agissent comme des hubs pour toute la région, y compris l'Afrique et l'Asie.

**La Tunisie** a entamé, dès le début des années 70, une réorientation de sa politique de développement industriel par la relance des investissements et la promotion des exportations. Le marché national ne permettait plus de créer suffisamment d'emplois, d'où la stratégie mise en place par le gouvernement en vue de promouvoir la création d'emplois et pallier au taux de chômage élevé. Entre 1992 et fin août 2001, 2 483 entreprises ont été créées et orientées totalement vers l'exportation en offrant des emplois à 232 743 personnes. Une grande partie de ces entreprises, soit 71,3 %, était concentrée essentiellement dans le secteur du textile<sup>35</sup>. En outre, la création de ZF d'exportation a largement contribué au développement du secteur manufacturier et de l'économie du pays en général. D'autres secteurs plus dynamiques ont pris de l'importance depuis lors, notamment les nouvelles TIC, les services financiers, le transport et les services de santé. Le décret n° 93-2051 du 4 octobre 1993 a donné une nouvelle impulsion aux ZF en Tunisie et les a soumises à un partenariat public/privé. Selon le Ministère tunisien de l'emploi, les investissements ont progressé ces dernières années dans les secteurs qui possèdent une valeur ajoutée et dans lesquels la Tunisie dispose d'avantages comparatifs significatifs. Ils représentent 10 % des investissements productifs, et génèrent le tiers des exportations et 1/6 du total des emplois. Selon les déclarations des responsables gouvernementaux tunisiens, les nombreuses réformes accomplies ont contribué à la réalisation de résultats positifs et plus de 3 486 entreprises étrangères se sont installées en Tunisie assurant plus de 386 312 emplois. En 2018, les flux entrants d'investissements étrangers ont atteint 2 866,2 millions de dinars tunisiens. Le Parc d'activités économiques de Bizerte a connu une croissance de 15 % dans la période 2016-2018 et le total des investissements dans le Parc a atteint 600 millions de dinars tunisiens à la fin de l'année 2017. Par ailleurs, le Parc a généré 4 250 emplois en 2018<sup>36</sup>.

La stratégie de la **Jordanie** en matière de ZF vise à activer le rôle du secteur privé national et étranger dans des investissements importants qui contribuent à absorber une partie de la main d'œuvre nationale et exploiter les ressources primaires locales en vue de développer la production et l'exportation. L'expérience a débuté en 1973 avec une première ZF établie dans le port d'Aqaba pour développer le commerce international et le commerce de transit des services, tout en développant parallèlement un réseau routier international reliant la Jordanie aux pays voisins, notamment l'Arabie saoudite, l'Irak et la République arabe syrienne. Compte tenu du succès de cette zone, l'expansion s'est poursuivie avec la création de 6 ZF publiques et 33 ZF privées. Les activités industrielles dans ces zones se sont également développées dans près de 166 usines, comprenant les industries alimentaires ; le textile et l'habillement ; les véhicules et les pièces de rechange, les engins et matériels agricoles, les matériaux de construction ; l'électroménager et les meubles de maison. Les activités industrielles viennent en tête puisqu'elles sont développées dans 13 zones, suivies des services (9 zones), des

---

<sup>33</sup> OCDE, Background note, 2018.

<sup>34</sup> Ibid.

<sup>35</sup> Walid Ayadi, *Les zones franches en Afrique du Nord dans le secteur du textile*.

<sup>36</sup> Données recueillies en se basant sur les travaux du 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> Forums sur le rôle des zones franches et industrielles.

développeurs et des TIC (7 zones), des activités commerciales et de stockage (4 zones), des activités médiatiques (2 zones) et agricoles (2 zones). En 2018, les exportations des ZF jordaniennes ont totalisé 248,5 millions de dinars jordaniens, y compris les exportations des biens (42,5 millions de dinars jordaniens) et la section des véhicules (206 millions de dinars jordaniens). Les investissements dans la ZF d'Aqaba ont atteint 20 milliards de dollars en 2018, dépassant l'objectif initial de 6 milliards de dollars fixé par l'Autorité de la zone économique spéciale d'Aqaba pour l'année 2020<sup>37</sup>.

Les données fournies dans la section suivante pourraient aider à construire une position arabe quant au traitement des produits originaires des ZF arabes en vue de mieux tirer profit des opportunités que ces ZF offrent dans le cadre de la complémentarité arabe et du développement des échanges commerciaux interarabes. Un aperçu sur les ACR à travers le monde, notamment en matière du traitement des produits et leurs intrants provenant des ZF, pourrait également enrichir le débat actuel entre les pays arabes à cet égard.

## **II. Le traitement des produits originaires des zones franches dans les accords commerciaux**

### **A. Les règles de l'Organisation mondiale du commerce**

Les ZF ne sont explicitement mentionnées dans aucun accord de l'OMC, mais certaines incitations prévues dans le cadre des politiques poursuivies dans les ZF peuvent être couvertes par les dispositions de l'OMC, notamment les règles relatives aux subventions et les mesures compensatoires interdisant aux pays membres de subventionner leurs exportations. Au regard des règles de l'OMC, l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires est celui qui s'applique le mieux aux incitations offertes dans les ZF. Certaines mesures incitatives pourraient également être revues à la lumière de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) et l'Accord général sur le commerce des services.

L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) interdit les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation (article 3.1 (a)) et les subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence aux produits importés (article 3.1 (b))<sup>38</sup>. L'article 27.2 prévoit un traitement spécial et différencié en matière de subventions de l'exportation pour les pays en développement Membres, dont certains peuvent bénéficier d'une exemption générale (article 27.2 (a)) tandis qu'une élimination progressive est prévue pour les autres pays en développement (article 27.2 (b)). L'article 27.3 prévoit une phase similaire d'élimination progressive des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence aux produits importés dans les pays en développement. Les remboursements de taxe et autres types d'incitations fiscales accordées aux industries et entreprises situées dans la ZF peuvent être considérées comme des subventions et par

---

<sup>37</sup> Ibid.

<sup>38</sup> Une liste exemplative de subventions à l'exportation figure à l'annexe I de l'Accord. D'après cette définition, différentes exemptions tarifaires et fiscales (exonération de l'impôt sur le revenu par exemple), ainsi que la fourniture de services autres qu'une infrastructure générale des tarifs préférentiels, appartiendraient à la catégorie des subventions et seraient interdites si elles sont subordonnées aux exportations. Les importations en franchise de droits de matières premières et de biens intermédiaires utilisés pour la production de marchandises destinées à l'exportation, ainsi que d'autres dispositifs similaires de ristourne des droits de douane sont exclus de cette définition. La note 1 de l'article 1.1(a)(1)(ii) de l'Accord dispose en effet que « l'exonération, en faveur d'un produit exporté, des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation intérieure, ou la remise de ces droits ou taxes à concurrence des montants dus ou versés, ne seront pas considérés comme une subvention ».

conséquent, interdites ou susceptibles de donner lieu à une action<sup>39</sup>. Un programme ou une action est réputé être une subvention dès lors qu'une contribution financière ou un soutien des revenus ou des prix sont apportés par le gouvernement ou par un organisme public.

Les incitations et les exonérations de droits de douane qui s'appliquent, dans le cadre des ZF, à des biens d'équipement et subordonnées aux exportations sont considérées, généralement, comme des subventions à l'exportation. Cependant, en pratique, de nombreux pays ont limité les incitations aux exonérations autorisées ou ont rendu ces exonérations compatibles avec les règles de politique visant l'assouplissement des conditions d'exportation. L'importation de produits finaux dans la majorité des ZF est conditionnée par le paiement des droits de douane sur le produit final ou sur les intrants utilisés dans la production. L'Accord sur les MIC ne comporte pas de référence explicite aux ZF, mais étant donné que ces zones visent principalement à attirer davantage d'IDE et à encourager les exportations, elles entrent généralement dans le cadre des « mesures concernant les investissements » et des « mesures liées au commerce ».

Généralement, toute ZF appliquant des conditions de contenu local, d'équilibrage des échanges ou des restrictions de change se trouverait en infraction avec l'Accord sur les MIC en l'absence de notification, conformément à l'article 5.1 de l'Accord. Toutefois, les exportations subventionnées par les pays en développement sont potentiellement passibles de droits compensateurs, si les subventions dépassent les prescriptions de minimis énoncées à l'article 27.10 de l'Accord SMC, qui prévoit : (a) que le niveau global des subventions accordées pour le produit en question ne dépasse pas 2 % de sa valeur calculée sur une base unitaire ; ou (b) que le volume des importations subventionnées représente moins de 4 % des importations totales du produit similaire dans le pays Membre importateur. Conformément à l'article 27.5 de l'Accord SMC, « un pays en développement Membre, dont les exportations d'un produit donné sont devenues compétitives<sup>40</sup>, supprimera les subventions à l'exportation qu'il accorde pour ce(s) produit(s) dans un délai de deux ans. Toutefois, pour un pays en développement Membre visé à l'annexe VII dont les exportations d'un ou de plusieurs produits sont devenues compétitives, les subventions à l'exportation qui sont accordées pour ces produits seront progressivement supprimées dans un délai de huit ans ». Enfin, conformément à l'article 27.1 de l'Accord SMC, « les Membres reconnaissent que les subventions peuvent jouer un rôle important dans les programmes de développement économique des pays en développement Membres ». Ainsi, les pays en développement et les pays les moins avancés ont négocié à l'OMC leur droit de maintenir certains programmes de subventions dans le cadre d'un « espace politique ».

Sur un plan pratique, la requête américaine devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC, contre l'Inde au sujet des subventions accordées dans les ZF, illustre bien la sensibilité du sujet des ZF<sup>41</sup> dans toutes les régions du monde. Les mesures en cause dans cette requête sont, entre autres : (a) le régime

---

<sup>39</sup> Dans le cadre de l'Accord SMC de l'OMC, les subventions sont classées en 3 catégories à l'aide du système de « feux de signalisation » : rouge (prohibées) ; orange (pouvant donner lieu à une action) ; vert (ne pouvant donner lieu à une action).

<sup>40</sup> L'article 27(6) précise que les exportations d'un produit sont compétitives si, pour ce produit, les exportations d'un pays en développement Membre ont atteint une part d'au moins 3,25 pour cent du commerce mondial de ce produit pendant deux années civiles consécutives.

<sup>41</sup> À sa réunion du 28 mai 2018, à la demande des États-Unis, l'Organe de règlement des différends de l'OMC a établi un groupe spécial chargé d'examiner les allégations de subventions de l'exportation en Inde. Selon les États-Unis, l'Inde semble accorder des subventions à l'exportation prohibées et incompatibles avec l'article 3.1 (a) et 3.2 de l'Accord SMC. Des incitations seraient accordées aux zones économiques spéciales à condition qu'elles génèrent des recettes d'exportations nettes positives pour une période de cinq ans. Par conséquent, de telles subventions sont prohibées au sens de l'Accord SMC.

des unités industrielles orientées vers l'exportation et les régimes sectoriels, y compris le régime des parcs technologiques du matériel électronique ; (b) le programme d'exportation de marchandises en provenance de l'Inde ; (c) le programme de promotion des exportations de biens d'équipement ; et (d) le programme d'importation en franchise de droits pour les exportateurs des ZF.

Les ZF ne sont explicitement mentionnées dans aucun accord de l'OMC, mais la prudence est de rigueur quant aux subventions et l'octroi d'incitations et privilèges pour l'attraction des IDE dans le but d'encourager les exportations.

## **B. Traitement des produits originaires des zones franches dans les accords commerciaux régionaux**

L'intérêt est porté dans cette partie aux dispositions des ACR relatifs aux ZF et au traitement réservé aux produits fabriqués dans ces zones. Généralement, les dispositions des ACR couvrent également les produits des ZF, à moins que ces zones ne soient explicitement exclues de ces accords, comme c'est le cas de la GZALE ou les produits des ZF arabes qui sont exclus du traitement préférentiel. L'ensemble des règles des ACR de la nouvelle génération interagissent à différents niveaux avec les politiques liées aux ZF. Ces accords sont complexes et comprennent plusieurs chapitres traitant de divers aspects des relations économiques des parties. Au-delà des questions concernant le commerce des biens et des services, ils couvrent également d'autres sujets tels que l'investissement, le droit d'établissement, les marchés publics, la propriété intellectuelle, la politique de la concurrence, les entreprises publiques, l'emploi, l'environnement et la coopération réglementaire. L'examen rapide des dispositions des ACR relatifs aux ZF montre que l'accent est mis dans certains ACR, notamment en Amérique latine, en Asie, en Europe et dans le monde arabe, sur l'utilisation des règles d'origine et de ristourne sur les droits de douane comme moyen de contrôle pour éviter tout contournement des privilèges et règles des ALE.

Certains ACR, comme l'Accord États-Unis–Mexique–Canada (AEUMC), ex-ALENA, contrôlent le mouvement des marchandises des ZF à travers le mécanisme des règles d'origine qui couvrent aussi l'origine des intrants, le cumul de l'origine, le système de ristourne<sup>42</sup> ainsi qu'à travers différents mécanismes négociés entre les pays membres. Les règles d'origine, parmi d'autres dispositions, ont été également utilisées par les États membres des ACR pour prouver et déterminer si les marchandises échangées ont été entièrement ou partiellement produites ou transformées dans les ZF, grâce à des procédures et des critères spécifiques convenus d'un commun accord entre les parties à l'accord. Le formulaire du certificat d'origine et autres documents doivent mentionner toutes les opérations subies par le produit et l'origine des intrants. Les règles d'origine conditionnent ainsi l'octroi du traitement tarifaire préférentiel prévu par les ACR. À l'inverse, l'absence de dispositions claires sur le traitement des produits des ZF peut se traduire par d'éventuelles pratiques de contournement des échanges.

---

<sup>42</sup> La ristourne est une règle qui stipule, généralement, qu'aucune partie à un ACR ne pourra rembourser les droits de douane perçus, ni remettre ou réduire les droits de douane à percevoir, à l'égard d'un produit importé sur son territoire et qui est : (a) réexporté vers le territoire d'une autre partie; (b) utilisé comme matière dans la production d'un autre produit réexporté vers le territoire d'une autre partie, ou; (c) substitué à un produit identique ou similaire utilisé comme matière dans la production d'un autre produit réexporté vers le territoire d'une autre partie, d'un montant qui dépasse soit le montant des droits perçus ou à percevoir au moment de l'importation.

Un aperçu sur la nature du traitement des produits des ZF, prévu par l'ALENA (AEUMC)<sup>43</sup> et d'autres ACR, est exposé dans ce rapport à titre d'inspiration d'un traitement convenu entre les pays arabes dans le cadre de la GZALE.

### *1. L'Accord de libre-échange nord-américain/ Accord États-Unis – Mexique – Canada*

Les principaux objectifs de l'AEUMC consistent à éliminer les barrières douanières et faciliter les échanges transfrontaliers des biens et des services ; assurer les conditions d'une concurrence équitable dans la zone de libre-échange ; augmenter substantiellement les occasions d'investissement au sein des trois pays membres ; fournir une protection et une application adéquates des droits de propriété intellectuelle dans chacun des territoires ; adopter des procédures efficaces de mise en œuvre d'une administration conjointe de résolution des litiges ; approfondir la coopération trilatérale pour étendre les bénéfices de l'accord et la protection de l'environnement et des conditions de travail. En matière d'investissement, les dispositions de l'ALENA accordent un traitement équitable, transparent et non discriminatoire aux investisseurs et à leurs investissements dans toute la zone de libre-échange, y compris dans les ZF. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, le PIB combiné du Canada, des États-Unis et du Mexique a atteint 21 100 milliards de dollars en 2016, ce qui représentait 28 % du produit intérieur brut mondial. En 2016, le stock d'investissement au Canada se chiffrait à 393,8 milliards de dollars canadiens dont 392,1 milliards de dollars canadiens en provenance des États-Unis et 1,7 milliard de dollars canadiens en provenance du Mexique. Les investissements du Canada totalisaient 491,2 milliards de dollars canadiens dont 474,4 milliards de dollars canadiens aux États-Unis et 16,8 milliards de dollars canadiens au Mexique. Le stock d'investissement bilatéral entre le Canada et les États-Unis a atteint près de 866,4 milliards de dollars canadiens en 2016. Les principaux secteurs d'activités touchés par ces investissements sont les industries manufacturières dans les zones franches<sup>44</sup>.

Cependant, malgré les succès enregistrés, un certain nombre de difficultés ont amené les pays membres à réviser l'ALENA. En effet, vingt ans après l'entrée en vigueur de cet accord, le Mexique s'est retrouvé classé au quinzième rang parmi vingt pays d'Amérique latine en termes de croissance du PIB par habitant. Près de cinq millions d'agriculteurs ont perdu leur travail à cause de la concurrence du maïs américain subventionné. Cette situation a contribué à une forte augmentation de l'émigration vers les États-Unis. Le nombre de clandestins mexicains est passé de 4,8 millions en 1993 à 11,7 millions en 2002. De 1996 à 2016, la balance commerciale des États-Unis avec le Mexique est passée d'un excédent de 1,6 milliard de dollars à un déficit de 64 milliards de dollars. Une telle situation avait conduit à la fermeture des usines et a multiplié les délocalisations des entreprises des États-Unis pour profiter d'une main-d'œuvre bon marché au Mexique. Entre le Canada et les États-Unis, le débat se concentrait sur les accusations concernant la subvention par le Canada des produits laitiers, du vin et des céréales. Cette évaluation a amené les pays membres à réviser l'ALENA.

Les principaux produits d'exportations des ZF des pays membres sont composés essentiellement de produits manufacturés (pièces détachées, produits d'équipements et machinerie) destinés à la fabrication de véhicules et produits électroniques. Ils ont représenté respectivement 65 %, 33 % et 21 % des exportations du Mexique, des États-Unis et du Canada en 2016. C'est ainsi que les principales modifications de l'ALENA ont touché le secteur automobile en apportant un changement important aux règles d'origine, notamment en incitant à se fournir davantage en matériaux et composants (intrants) de

---

<sup>43</sup> En effet, le 30 septembre 2018, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont annoncé la conclusion entre eux de l'AEUMC qui remplace l'ALENA.

<sup>44</sup> Bureau canadien des analyses économiques et statistiques.

fabrication américaine. D'autres amendements ont porté sur l'acier et l'aluminium dont le Mexique se fournissait, pour son industrie automobile, beaucoup plus de l'Allemagne, du Brésil et du Japon. Le nouvel accord lui a donc imposé de s'approvisionner à au moins 70 % en acier des pays membres de l'AEUMC. Parmi les autres modifications figure la réduction du champ d'application du mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États. Suite à des plaintes contre des politiques publiques canadiennes, toutes les indemnisations ont été versées en 25 ans à des entreprises américaines, à une exception près. D'autres questions importantes ont été abordées, notamment l'harmonisation des systèmes de réglementation ; la modification de certains critères de l'origine ; le commerce électronique et la protection de la propriété intellectuelle. En outre, le nouvel accord incorpore de meilleures garanties sur la reconnaissance du droit de grève, sur les rapports avec les syndicalistes et l'emploi des travailleurs immigrés.

Les produits des ZF échangés entre les pays membres de l'AEUMC sont soumis désormais à des règles d'origine spécifiques, très précises et claires. Des droits de douanes sont payés sur la valeur de la composante étrangère dans les produits manufacturés. La détermination des composants étrangers ou nationaux de la marchandise conditionne la soumission de la composante étrangère à des droits de douane en cas d'entrée sur le marché de l'AEUMC. En outre, les États-Unis accordent, en toute transparence, des quotas sur certains produits aux pays producteurs leur permettant d'exporter leurs productions des ZF vers les États-Unis sans payer des droits de douane. Les produits non taxés à l'entrée des États-Unis sont les suivants : les composants électriques et électroniques assemblés ; l'artisanat et les accessoires décoratifs ; les articles de loisir et de sport ; les jouets ; les produits de la mer frais et surgelés ; les fruits et les fleurs tropicaux ; les produits alimentaires et les appareils médicaux.

Le secteur du textile-habillement fait également l'objet d'un programme spécial et il est soumis à des quotas et des règles d'origine. Les producteurs des pays concernés, notamment mexicains, peuvent exporter les vêtements fabriqués sur le territoire des États-Unis en respectant les contingents attribués selon des règles d'origine bien précises. Les matières premières utilisées dans l'assemblage des vêtements, telles que les tissus et les fils, doivent provenir des États-Unis. Une certaine souplesse des règles d'origine est envisagée en offrant la possibilité aux fabricants d'utiliser des composants originaires d'autres pays dans les limites de 25 % de la valeur totale du produit. Ces conditions précises, quotas et règles d'origine, ristournes etc. réglementent, de manière précise, l'accès des produits des ZF aux marchés de l'AEUMC. D'autres changements apportés par le nouvel accord ont touché le secteur de l'automobile. L'ALENA exigeait pour les automobiles et les véhicules légers, ainsi que pour leurs moteurs et transmissions, un contenu nord-américain de 62,5 %. Avec l'AEUMC, ce pourcentage est passé à 75 %. Une autre exigence a également été introduite par le nouvel accord : 40 % du contenu des véhicules doit provenir d'usines employant des ouvriers rémunérés au moins à 16 dollars de l'heure. Par ailleurs, des contingents ont été prévus pour l'importation de véhicules et pièces automobiles canadiens et mexicains aux États-Unis.

Le recours à la ristourne constitue également l'un des moyens pour lutter contre les déviations au commerce. En effet, conformément à l'article 303.1 de l'ALENA, « sauf disposition contraire du présent article, aucune des Parties ne pourra rembourser les droits de douane perçus, ni remettre ou réduire les droits de douane à percevoir, à l'égard d'un produit importé sur son territoire et qui est : (a) réexporté vers le territoire d'une autre Partie; (b) utilisé comme matière dans la production d'un autre produit réexporté vers le territoire d'une autre Partie, ou; (c) substitué à un produit identique ou similaire utilisé comme matière dans la production d'un autre produit réexporté vers le territoire d'une autre Partie, d'un montant qui dépasse soit le montant des droits perçus ou à percevoir au moment de l'importation ».

## *2. Le Marché commun du Sud*

Le Marché commun du Sud (MERCOSUR) est un accord régional d'intégration économique conclu en 1991 entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. D'autres pays sont devenus membres ultérieurement, comme le Venezuela en 2012 et la Bolivie en 2013, suivis plus tard du Chili, de la Colombie et du Pérou. Il s'agit d'un marché de 295 millions d'habitants, où le Brésil constitue la plus grande économie avec 79 % du PIB, suivi de l'Argentine (18 %), l'Uruguay (2 %) et le Paraguay (1 %). Le MERCOSUR a établi des règles communes concernant l'investissement direct des pays membres. En outre, la libre circulation du commerce intra-MERCOSUR a été consacrée par le programme de libéralisation du commerce international en vertu duquel tous les obstacles tarifaires ont été supprimés, entre juin 1991 et décembre 1994, touchant 95 % du commerce intra-régional. Le libre-échange couvre 85 % des 9 000 produits échangés. Quant aux produits restants, qui représentent 15 % des produits échangés et qui se rapportent aux biens d'équipement, aux produits chimiques et à l'informatique, ils ont été progressivement libérés jusqu'en 2006. Outre l'accès au marché, les principales dispositions de l'accord couvrent les règles d'origine, les normes techniques, les services du transport et de l'investissement, la double imposition, les pratiques déloyales du commerce, les mesures de sauvegarde, le règlement des différends, l'évaluation en douane, les réglementations du commerce international, les mesures phytosanitaires, les mesures de promotion des exportations et les droits de propriété intellectuelle.

Il existe trois catégories de ZF dans les pays membres du MERCOSUR : les ZF dont la propriété et la gestion sont étatiques ; celles dont la propriété est étatique mais la gestion est privée ; et les ZF privées. Conformément à cet accord et sans préjudice des lois en vigueur dans chaque pays, les produits exportés des ZF de l'un quelconque des États membres, vers son territoire national ou vers le territoire de tout autre pays membre, sont assujettis au tarif extérieur commun ou, s'il s'agit de produits qui en sont exclus, au tarif national en vigueur<sup>45</sup>. Des mesures de sauvegarde, conformément aux règles de l'OMC, peuvent être appliquées au cas où une augmentation brusque des importations provenant des ZF causerait ou menacerait de causer un dommage au pays importateur. Ces règles peuvent également être appliquées par le pays importateur dans le cas où la production octroyée dans ces zones serait incompatible avec les règles pertinentes de l'OMC<sup>46</sup>. Cependant, depuis 2003, des ententes entre les pays membres ont été conclues pour autoriser des quotas négociés temporaires à partir des ZF.

En outre, les produits des ZF sont soumis à des règles d'origine qui peuvent être générales ou spécifiques, conformément aux Décisions n° 6/94, 23/94, 16/97 et 3/00 et à la Résolution n° 27/01 du MERCOSUR. En vertu des règles générales, pour que l'origine puisse être conférée, les produits doivent être entièrement obtenus ou transformés dans le MERCOSUR ; ou ayant changé de position tarifaire après l'utilisation des matières originaires de pays tiers dans la fabrication du produit à condition que la valeur des intrants originaires de pays tiers (valeur CAF) ne dépasse pas 40 % de la valeur FOB du produit fini. Cette dernière condition est aussi valable pour les opérations d'assemblage ou de montage. Il convient de signaler que des règles spécifiques s'appliquent aux produits chimiques, à l'acier, au matériel de télécommunication, aux produits informatiques, aux produits laitiers, au papier, aux textiles et aux chaussures.

---

<sup>45</sup> Décision n° 08/94 du MERCOSUR.

<sup>46</sup> Protocole additionnel de l'Accord de complémentarité économique n° 18 conclu entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay (MERCOSUR).



### *3. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est*

L'accord de libre-échange entre les pays membres de l'ASEAN a été signé le 28 janvier 1992 à Singapour entre la Birmanie, le Brunei, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam en vue de faciliter la circulation des flux de capitaux, des biens, des services, des investissements et de la main-d'œuvre qualifiée dans la région. Au début de 2018, la quasi-totalité des droits de douane sur les échanges de marchandises ont été supprimés entre les pays membres. L'ASEAN a également signé des accords bilatéraux de libre-échange en vigueur avec l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Les sociétés qui opèrent dans les ZF des pays membres jouissent généralement de multiples privilèges et avantages tels que l'exonération d'impôts sur le capital et le revenu ; le libre rapatriement des investissements et des bénéfices sur une période de trois à dix ans ; l'exonération de la taxe sur la propriété des contributions indirectes ; un taux d'intérêt préférentiel sur dix ans pour les crédits d'investissement et des prix abordables pour les loyers et services. Les autorités chargées de la gestion de ces ZF subventionnent souvent les divers services notamment l'eau, l'électricité et la formation de la main-d'œuvre.

En 2004, un accord a été signé entre la Chine et les pays de l'ASEAN donnant naissance à la plus grande zone de libre-échange en Asie et au monde, avec 1,9 milliard de consommateurs, un PIB d'environ 6 000 milliards de dollars et un flux commercial de 4 500 milliards de dollars. L'accord prévoit la suppression des taxes douanières pour près de 7 000 groupes de produits et services qui représentent 90 % des échanges régionaux, y compris ceux des ZF. Des secteurs sensibles, comme les services et l'agriculture, sont également concernés. Les tarifs douaniers sont déjà bas ; en Chine la taxe sur les importations est de 6 % en moyenne et d'environ 5 % dans les pays de l'ASEAN.

L'expérience de la Corée du Sud, dans le domaine des ZF, a fourni un exemple de programme ayant ouvert la voie à une réforme générale et à une transformation structurelle de l'ensemble de l'économie. La Corée du Sud a initié la mise en place de son système de ZF en remplaçant sa politique de substitution des importations par une politique de développement fondée sur les exportations. La première ZF d'exportation a été créée à Masan, en 1970, et la deuxième à Iksan, en 1973. L'objectif était d'attirer des investissements étrangers pour promouvoir les exportations, l'emploi et les transferts de technologies. À partir de 1985, l'espace a commencé à manquer à l'intérieur des ZF et les coûts de la main-d'œuvre ont commencé à augmenter, d'où le développement de la sous-traitance auprès de fournisseurs locaux qui alimentaient la ZF de Massan d'environ 35 % de ses besoins en composants et équipements légers. En outre, la loi autorisant l'accomplissement de 40 % du processus de production en dehors de la zone a été promulguée. Le système de ristourne des droits de douane a également contribué au renforcement des relations déjà tissées avec d'autres entreprises sur le territoire douanier. Les mesures d'exonération de droits de douane ont ainsi été élargies à d'autres entreprises de la zone douanière nationale par l'intermédiaire du système de ristourne. Plus de 90 % des exportations coréennes des ZF bénéficient d'une exonération ou d'une ristourne des droits de douane, et 8 % du système sous douane.

### *4. Les Communautés économiques régionales africaines*

Les Communautés économiques régionales (CER) africaines ont mis en place différents traitements pour les produits des ZF (tableau 4). L'octroi du traitement tarifaire préférentiel aux marchandises des ZF dans le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) est conditionné par l'accomplissement des exigences prévues par le protocole sur les règles d'origine. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) exclut les marchandises des ZF du bénéfice du traitement tarifaire préférentiel prévu par l'accord de libre-échange. Par contre, aucune disposition n'est prévue en ce qui concerne le



traitement des marchandises des ZF au niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

**Tableau 4. Le traitement des marchandises produites dans les zones franches des communautés économiques régionales africaines**

CER africaines	Traitement des marchandises produites dans les ZF
COMESA	L'octroi du traitement tarifaire préférentiel prévu par l'accord est conditionné par l'accomplissement des exigences prévues par le protocole sur les règles d'origine appliquées dans la COMESA.
CAE	Les produits des ZF bénéficient du traitement tarifaire préférentiel si les exigences prévues dans les règles d'origine de la CAE sont satisfaites.
CEEAC	Aucune disposition n'est prévue en ce qui concerne le traitement des marchandises des ZF.
CEDEAO	Les produits des ZF ne bénéficient pas du traitement tarifaire préférentiel prévu par l'accord de la CEDEAO.
SADC	Aucune disposition n'est prévue en ce qui concerne le traitement des marchandises des ZF.

Source : Recherches de l'auteur.

#### 5. Les accords conclus entre les pays africains et l'Europe

Les produits des ZF bénéficient du traitement tarifaire préférentiel en vertu des Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les CER africaines, à l'exception de l'APE de Cotonou entre l'UE et les États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) qui ne prévoit aucune disposition à cet égard (tableau 5).

**Tableau 5. Traitement des produits des zones franches prévu dans les accords commerciaux régionaux entre les pays africains et l'Europe**

ACR	Traitement des marchandises produites dans les ZF
APE entre l'UE et les États d'ACP	Aucune disposition n'est prévue concernant le traitement des ZF.
APE intérimaire entre l'UE et les États d'Afrique de l'Est et du Sud	Les produits des ZF bénéficient du traitement tarifaire préférentiel.
APE entre l'UE et SADC	Les produits des ZF bénéficient du traitement tarifaire préférentiel.
APE entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest	Les produits des ZF bénéficient du traitement tarifaire préférentiel.
ALE entre l'Association européenne de libre-échange et l'Union douanière d'Afrique australe	Les produits des ZF bénéficient du traitement tarifaire préférentiel.

Source : Recherches de l'auteur.

## 6. *L'Union européenne*

L'UE fait bénéficier les produits des ZF du traitement tarifaire préférentiel à condition de remplir les exigences des règles d'origine et respecter les règles de l'OMC et les règlements de la Commission européenne. Le système du « no drawback » est utilisé également comme moyen d'atténuer la concurrence déloyale que risque de causer l'utilisation des intrants d'origine non européenne. Les aides à finalité régionale sont exemptées de notification à la Commission européenne par le Règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014. Ce règlement européen est mis en œuvre, par exemple, en droit national français par le régime cadre n° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020. Ce régime sert de base juridique nationale pour l'octroi d'aides publiques aux entreprises qui sont situées dans les ZF et qui exécutent des projets d'investissements productifs ou de création d'emplois. Il est entré en vigueur le 1er juillet 2014 et il est applicable jusqu'au 31 décembre 2020 à l'ensemble des ZF définies par la Commission européenne.

L'orientation générale de la politique économique dans les pays européens est de créer des conditions de concurrence équitables dans l'ensemble de l'économie européenne, plutôt que de créer des zones privilégiées. La principale raison d'établir des ZF dans les économies européennes est de réduire les distorsions entre les régions. Les gouvernements de nombreux pays européens contribuent à la création de diverses formes de parcs scientifiques et technologiques. Cependant, cette participation prend principalement la forme de dépenses en capital plutôt que d'incitations fiscales ou autres incitations réglementaires conditionnées. Le développement régional ou le soutien aux régions défavorisées ou à chômage élevé fournit une justification pour les ZF dans les pays européens. Les zones d'entreprises au Royaume-Uni et les ZF urbaines en France sont d'autres exemples de ces zones qui ne fonctionnent pas tellement comme des zones économiques spéciales avec des régimes réglementaires distincts.

Il convient également de noter qu'au niveau de l'UE, les États membres sont autorisés à désigner des parties du territoire douanier de l'UE comme ZF où les marchandises en provenance de l'extérieur de l'UE peuvent être importées en franchise de droits à l'importation et d'autres charges. De nombreuses ZF de l'UE sont situées à la périphérie de l'UE. La Commission européenne considère que les incitations fiscales dans les ZF sont des aides d'État. Toutes les mesures qui constituent des aides d'État doivent être notifiées par l'État membre pour approbation par la Commission, sauf si elles relèvent du règlement de minimis ou du Règlement général d'exemption par catégorie. Ce dernier autorise des catégories d'aides d'État réputées apporter des avantages à la société et compenser d'éventuelles distorsions de concurrence. Il comprend, entre autres, une catégorie d'aides pour résoudre les problèmes régionaux<sup>47</sup>.

Ainsi, les dispositions des ACR accordent une attention particulière aux produits originaires des ZF, mais la circulation de ces produits entre les pays membres est contrôlée et suivie par un arsenal juridique mis en place, notamment des règles d'origine générales et spécifiques ; un contrôle des intrants et une vérification de leur origine tout en privilégiant ceux en provenance des pays membres ; des quotas ; le système de la ristourne etc. Les exportations des ZF sont gérées dans le cadre du renforcement de la complémentarité et du développement des flux commerciaux au sein de la zone, tout en préservant les intérêts des investisseurs et des entreprises. En outre, la réglementation afférente aux

---

<sup>47</sup> Les zones économiques spéciales en Pologne ont été initialement établies pour une période de 20 ans. Par la suite, leur durée de vie a été prolongée en 2008 et de nouveau en 2013 jusqu'à la fin de 2026. En 2018, cependant, la Pologne a adopté une nouvelle loi pour créer la zone d'investissement de la Pologne. Cette nouvelle loi permet aux investisseurs de bénéficier des conditions préférentielles associées aux zones économiques spéciales sur l'ensemble du territoire polonais, à condition qu'ils répondent à certains critères bien précis.

ZF est soumise à une adaptation permanente, selon l'évolution des intérêts et des craintes des pays membres, dans le dialogue et la transparence exigés.

### C. Traitement des produits des zones franches dans les accords de libre-échange entre les pays arabes

Les pays arabes n'accordent pas le même traitement, dans les ALE, aux produits fabriqués dans les ZF. Différentes positions sont à relever au niveau de ces accords, des QIZ ou de la GZALE. En général, les ALE bilatéraux, comme rapporté dans le tableau suivant, ne font pas bénéficier les produits des ZF des préférences tarifaires à l'exception de l'Accord d'Agadir<sup>48</sup>. Celui-ci ne prévoit pas de dispositions à cet égard et par conséquent les produits des ZF échangés entre les quatre pays membres de l'Accord, à savoir l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, ne sont pas exclus du traitement préférentiel.

**Tableau 6. Traitement des produits des zones franches dans les accords de libre-échange entre les pays arabes**

ALE	Traitement des marchandises produites dans les ZF
ALE entre les Émirats arabes unis et le Maroc	Les produits des ZF ne bénéficient pas des préférences tarifaires.
ALE entre l'Égypte et le Maroc	Les produits des ZF ne bénéficient pas des préférences tarifaires.
ALE entre la Jordanie et le Maroc	Les produits des ZF ne bénéficient pas des préférences tarifaires.
CCG	Le traitement tarifaire préférentiel n'est pas accordé aux produits des ZF.
Accord d'Agadir	Aucune disposition n'est prévue concernant le traitement des produits des ZF. Les produits échangés sont soumis à des règles d'origine spécifiques pan-européennes et au cumul diagonal de l'origine.

Source : Résultats des recherches de l'auteur.

Les QIZ sont un type particulier de ZF situées en Égypte et en Jordanie, bénéficiant des droits de douane spéciaux à l'exportation vers les États-Unis à condition que leurs produits soient fabriqués partiellement en Israël ou en Palestine. Elles ont été créées dans les années 1990, à la suite de la signature du traité de paix entre Israël et la Jordanie en 1994 et l'ALE entre les États-Unis et Israël en 1985. Pour les États-Unis, ces zones s'inscrivent dans le cadre d'une intégration économique régionale à travers la création de liens commerciaux entre Israël et les pays arabes en vue d'encourager et renforcer les liens entre les secteurs privés de ces pays. Ces QIZ accueillent des entreprises agréées comme « qualifiantes » sous certaines conditions de partage de l'investissement en leurs garantissant, en cas de succès, la possibilité d'exporter leurs productions vers le marché américain, sans quotas, ni taxes, ni droits de douane. Au niveau des IDE, un minimum de 35 % de la valeur ajoutée du produit doit comprendre 11,7 % d'apport jordanien et 7 à 8 % d'apport israélien. Le reste nécessaire pour atteindre les 35 % doit provenir des États-Unis, d'Israël, de la Jordanie ou de la Palestine. La part restante, à savoir 65 %, est ouverte aux investisseurs de toutes nationalités. Les IDE dominants dans ces zones viennent des pays d'Extrême-Orient, d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est qui procurent également une part importante de la main-d'œuvre étrangère (environ 66 % du total des travailleurs)

<sup>48</sup> L'Accord d'Agadir est un ALE entre l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie.

dans ces zones. Le secteur du textile et de l'habillement, dont les productions alimentent les plus grandes marques internationales, reste le plus représenté avec 85 à 90 % d'entreprises installées dans ces zones et regroupe la plus grande part d'investissements.

Suite à la mise en place des QIZ, les États-Unis étaient devenus le premier partenaire commercial de la Jordanie. En effet, les exportations des QIZ vers les États-Unis ont atteint 920 millions de dollars en 2004 contre 33 millions en 1999. En 2005, les vêtements avaient constitué 90 % du total des biens manufacturés exportés vers les États-Unis et 30 % du total des exportations jordaniennes, pour une valeur de près de 1,2 milliard de dollars<sup>49</sup>. Toutefois, au niveau du renforcement de l'intégration économique régionale, les QIZ ne semblent pas avoir été un vecteur d'intégration régionale d'après les études récentes. Au-delà du seuil de participation minimale des acteurs impliqués dans le projet (les États-Unis, Israël, la Jordanie et la Palestine), les investisseurs et les travailleurs restent principalement originaires d'Asie du Sud et du Sud-Est. Pour ce qui est des investissements arabes communs dans les QIZ, le traitement préférentiel spécial accordé aux produits des projets établis dans ces zones vise uniquement à pénétrer le marché américain et ne fait pas, en principe, concurrence aux produits locaux et arabes.

Sur le plan régional arabe, la question d'introduire les produits fabriqués dans les ZF arabes dans le système préférentiel de la GZALE fait toujours l'objet d'examen dans les comités spécialisés du Conseil économique et social de la Ligue des États arabes. Suite à de longs débats, le Conseil avait recommandé, en 2014, de traiter ces produits comme étant des produits d'origine tierce et, par conséquent, de les soumettre au paiement des droits de douane lorsqu'ils sont exportés vers l'un des pays de la région arabe. Cependant, compte tenu de l'importance des ZF dans certaines économies arabes, certains pays ont émis des réserves par rapport à cette recommandation. Ils ont appelé à l'élaboration d'une étude approfondie sur le poids des ZF dans les économies des pays arabes en vue de fournir des éléments d'analyse aidant à parvenir à un consensus sur cette question. Cette étude n'a jamais été réalisée.

### **III. Le traitement des produits des zones franches dans les réglementations nationales des pays arabes**

#### **A. L'importance des règles d'origine pour les produits des zones franches**

En vue de faciliter la circulation des échanges, le GATT relatif aux tarifs douaniers et au commerce souligne l'importance de disposer de règles d'origine claires et faciles à appliquer. Ces règles sont importantes à la fois pour accorder des préférences tarifaires et pour mettre en œuvre des instruments de politique commerciale, tels que les droits antidumping et compensateurs, les mesures de sauvegarde et le certificat d'origine. Cependant, les règles d'origine sont complexes et les opérateurs économiques doivent les maîtriser<sup>50</sup>. Elles peuvent déterminer la stratégie des entreprises par rapport à l'importation des intrants nécessaires à la fabrication de leurs produits selon les marchés d'exportation qui les intéressent.

---

<sup>49</sup> Françoise de Bel-Air et Arda Dergarabedian, *Migrations de travail, globalisation et politique : Les zones industrielles qualifiantes (QIZ) de Jordanie* (Beyrouth, Institut français du Proche-Orient, 10 mars 2014).

<sup>50</sup> Pour plus d'informations, voir CCI, *Manuel sur les règles d'origine à l'intention des PME exportatrices marocaines*. Disponible à l'adresse suivante :

<http://www.intracen.org/uploadedFiles/Manuel20sur20les20rc3a8gles20d27origine.pdf>.

D'une part, les règles d'origine non-préférentielles permettent aux entreprises d'un pays d'éviter de voir leurs produits finis soumis aux mesures de la défense commerciale applicable aux pays tiers dans le pays importateur. Ces mêmes règles d'origine leur permettent en même temps de veiller à la bonne application des principes de l'OMC de non-discrimination par les autorités du pays importateur. D'autre part, les règles d'origine préférentielles, bien qu'elles soient plus rigoureuses que les règles non-préférentielles, confèrent aux entreprises de nombreuses possibilités de tirer profit des accords préférentiels négociés par leur pays avec des pays partenaires. Elles peuvent ainsi accroître la compétitivité de leurs produits dans ces pays partenaires, par rapport aux produits concurrents originaires de pays qui n'ont pas signé d'accords préférentiels. Les entreprises peuvent définir leurs stratégies d'importation des intrants en fonction de la règle d'origine contenue dans l'accord qui les intéresse et peuvent, le cas échéant, bénéficier des règles de cumul prévues par ce même accord. Cela leur permet, en principe, de développer des partenariats privilégiés avec les fournisseurs des pays participants au cumul.

Les règles de cumul complètent les règles d'origine préférentielles. Le cumul permet de considérer des matières non originaires utilisées ou des opérations de transformation effectuées dans un autre pays que le pays partenaire comme étant originaires de ce pays ou effectuées dans ce pays comme c'est le cas de l'Accord d'Agadir ; mais dans le cadre de la GZALE, les règles de cumul ne sont pas encore applicables et sont toujours en cours de discussion.

Il existe quatre types de cumul : le cumul bilatéral, le cumul diagonal, le cumul régional et le cumul total. Le cumul favorise, en principe, les chaînes de production intégrées entre les pays qui en bénéficient. Le type de cumul autorisé doit être mentionné dans l'accord préférentiel concerné. Dans ce cadre, l'adoption des systèmes de ristournes est de rigueur. La plupart des membres de l'OMC adoptent des systèmes de ristournes de droits de douane pour les intrants importés, lorsque ceux-ci ne sont pas destinés à produire des marchandises vendues sur le marché intérieur du pays importateur. Ces ristournes améliorent la position concurrentielle du produit fini sur les marchés d'exportation. Les systèmes le plus souvent employés sont ceux des régimes douaniers suspensifs, des restitutions à l'exportation (duty drawback) ou des ZF.

Dans le cadre de la GZALE, la question des règles d'origine demeure très importante et toujours d'actualité. Depuis 1998, les négociations sur cette question ont lieu à la Ligue des États arabes au sein du Comité arabe des règles d'origine. La règle générale de 40 % appliquée à tous les produits échangés entre les pays arabes n'était plus adaptée aux intérêts de beaucoup de pays arabes. Par conséquent, un débat s'est engagé au sein du Conseil économique et social arabe pour remplacer la règle d'origine générale par des règles spécifiques adaptées aux secteurs et à chaque type de produit. Dans ce cadre, un profond débat arabe concernant les produits fabriqués dans les ZF s'est amorcé afin de définir les critères facilitant la détermination de l'origine des intrants utilisés dans la fabrication du produit exporté, ainsi que la nature des opérations réalisées et toutes les transformations subies par le produit final. Ainsi, des règles d'origine précises sont indispensables à la détermination de l'origine des marchandises échangées et conditionnent, désormais, l'octroi du traitement préférentiel dans la zone arabe, sans oublier à cet égard l'importance d'adopter les systèmes de ristournes. Dans ce contexte, il convient de noter que les pays arabes soumettent, selon leurs réglementations nationales, les produits des ZF exportés vers leurs territoires douaniers respectifs au paiement des droits de douane et autres taxes à l'importation.

## B. Les réglementations nationales des pays arabes

Les pays arabes soumettent toutes les exportations des ZF vers le territoire douanier aux droits et taxes imposés à l'importation. Cependant, certains pays tels que l'Algérie et la Tunisie accordent certaines souplesses à ces règles en fonction du pourcentage du chiffre d'affaires ou des intrants locaux utilisés dans la fabrication des produits.

En **Algérie**, toutes les exportations des ZF vers le territoire douanier du pays sont soumises aux droits et taxes imposés à l'importation. Pourtant, les produits de la ZF entrant sur le territoire douanier pour la consommation ne doivent pas dépasser 20 % du chiffre d'affaires de l'opérateur économique concerné. Si la part des intrants nationaux dans la production de ces biens dépasse 50 %, le pourcentage de 20 % s'élève à 50 %. Un contrôle douanier des marchandises dans la ZF demeure toujours possible ainsi que la tenue permanente de fiches techniques pour la production et le mouvement des marchandises.

Au **Maroc**, les marchandises qui entrent aux ZF ou en sortent, ainsi que celles qui sont obtenues ou qui séjournent au sein des ZF, sont exonérées de tous les droits, taxes ou surtaxes imposés à l'importation, la circulation, la consommation, la production ou l'exportation. Cependant, les marchandises qui entrent sur le territoire douanier en provenance des ZF sont considérées comme des importations et sont, par conséquent, soumises aux droits de douane. En vue de lutter contre l'évasion fiscale, la loi de finances marocaine pour l'année 2020 propose de changer l'appellation des ZF en « zones d'accélération industrielle » et prévoit un réexamen des exonérations accordées et une imposition temporaire aux taux réduits dont bénéficient les entreprises industrielles installées dans des ZF.

En **Tunisie**, les marchandises introduites ou en provenance des ZF ou « parcs d'activités économiques » sont considérées comme des marchandises importées ou exportées. Par conséquent, leur écoulement sur le marché local est considéré comme une importation et requiert automatiquement une autorisation préalable des services de douane et le dépôt d'une déclaration d'importation, conformément à la réglementation en vigueur. Toutefois, les entreprises des ZF peuvent, sans autorisation préalable, écouler une partie de leurs productions sur le marché local, et ce, dans la limite d'une proportion ne dépassant pas 20 % de leurs chiffres d'affaires de l'année précédente. Les opérateurs établis dans une ZF peuvent librement vendre leurs productions aux entreprises exerçant leurs activités sous des régimes suspensifs ou économiques. Les entreprises qui arrivent à exporter au moins 80 % de leur production ont droit à une exonération de l'impôt sur les sociétés pendant une période de 10 ans, avec une réduction de 50 % au-delà de cette période. Les bénéfices réinvestis entraînent encore une exonération fiscale. D'autres incitations sont offertes pour encourager les investissements dans d'autres secteurs tels que les soins de santé, l'éducation, les transports, l'environnement, l'élimination des déchets, la recherche et le développement technologique.

En **Jordanie**, les marchandises exportées des ZF pour la consommation nationale sont considérées comme des produits étrangers et sont, par conséquent, soumises aux procédures du commerce extérieur et au paiement des droits de douane et autres droits et taxes. Les marchandises introduites dans les ZF pour le stockage et la fabrication bénéficient de la suspension de toutes les taxes. Les marchandises étrangères introduites ou extraites des ZF ne sont pas soumises à des restrictions ou interdictions d'importation, ni à des droits de douane et autres taxes.

Aux **Émirats arabes unis**, les activités des ZF sont régies par la législation douanière commune du CCG<sup>51</sup>. L'article 15 du chapitre II consacré aux principes d'application du tarif douanier, stipule que les marchandises sortant des ZF et des boutiques hors taxes des marchés locaux sont soumises au tarif douanier en vigueur à la date de leur sortie. Ce taux ne dépasse pas 5 %.

Au niveau régional, les débats dans le cadre de la GZALE sont souvent orientés vers la question des règles d'origine auxquelles doivent se soumettre les produits des ZF et les intrants ayant servi à leur fabrication. Généralement, les produits des ZF consacrés à la consommation nationale sont traités comme des produits importés, mais s'ils sont fabriqués en utilisant des intrants locaux à hauteur de 40 %, ils seront exonérés des droits de douane.

### **C. La problématique des règles d'origine dans le cadre de la Grande zone arabe de libre-échange**

Depuis l'entrée en vigueur de la Convention sur la facilitation et le développement des échanges commerciaux et de son programme exécutif, les règles d'origine en vigueur étaient basées sur le principe de la règle générale selon lequel la valeur ajoutée ne doit pas être inférieure à 40 % de la valeur finale des marchandises. Cependant, étant donné que l'économie et le tissu industriel des pays arabes ont évolué et que la détermination de l'origine par des règles générales ne distingue plus entre les spécificités et les sensibilités des produits et secteurs productifs, il a été convenu de remplacer ces exigences par des dispositions conformes aux intérêts économiques des pays arabes. Suite à de nombreuses années de négociations et vu que la majorité des pays arabes sont liés par des ALE avec l'UE, des règles d'origine spécifiques ont été adoptées sur la base des dispositions du protocole euro-méditerranéen sur les règles d'origine. En dépit de longues négociations relatives aux règles spécifiques et menées au sein du Comité arabe des règles d'origine depuis 1998, la question du traitement des produits des ZF n'a pas encore été résolue et les pays arabes sont toujours sensibles à l'idée de parvenir à un compromis quant au mécanisme de traitement des produits des ZF.

Les négociations autour des dispositions générales d'un protocole sur les règles d'origine ainsi que l'adoption d'un modèle de certificat d'origine arabe ont permis de relancer la question du traitement des produits des ZF arabes dans le cadre de la GZALE. Le nouveau protocole sur les règles d'origine prévoit des dispositions sur le traitement des produits des ZF et stipule que chacun des États membres arabes doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que les produits commercialisés sous le couvert d'une preuve de l'origine, et qui séjournent au cours de leur transport dans une ZF située sur son territoire, n'y fassent l'objet de substitutions ou de transformations autres que les manipulations usuelles destinées à assurer leur conservation en l'état. Par dérogation à ces dispositions, selon le protocole, lorsque des produits originaires d'une partie contractante sont importés dans une ZF sous couvert d'une preuve de l'origine et subissent un traitement ou une transformation, les autorités compétentes délivrent un nouveau certificat d'origine arabe à la demande de l'exportateur, si le traitement ou la transformation auxquels il a été procédé sont conformes aux règles d'origine spécifiques adoptées.

En dépit de l'adoption des dispositions susmentionnées, certains pays arabes ont noté qu'elles ne suffisaient pas à fournir des informations détaillées et claires sur le traitement à réserver aux produits fabriqués dans les ZF arabes, même si ceux-ci remplissaient les conditions de l'origine. Les justificatifs fondamentaux avancés sont les suivants :

---

<sup>51</sup> Loi de 2002 sur le régime douanier commun du CCG. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.gcc-sg.org/en-us/CognitiveSources/DigitalLibrary/Lists/DigitalLibrary/Customs/1274258180.pdf> (en anglais seulement).



(a) Dans la majorité des pays arabes, les ZF sont principalement destinées à l'exportation. Par conséquent, si tous les produits exportés de ces zones ne répondent pas aux conditions et critères de l'origine, les ZF seront ainsi utilisées comme une plate-forme pour la réexportation et la commercialisation de produits non arabes sur les marchés arabes en profitant du régime préférentiel ;

(b) Les produits des ZF bénéficient d'avantages spéciaux dans le cadre de l'encouragement des investissements. Par conséquent, s'ils bénéficient du traitement préférentiel de la GZALE, ils seront dans une position beaucoup plus avantageuse et compétitive par rapport aux produits nationaux obtenus dans le territoire assujéti au droit douanier ;

(c) Il est possible de noter le manque de transparence ou l'absence de détails concernant l'origine des intrants, ayant servi à la fabrication des produits exportés, et concernant la nature des transformations et opérations subies par les produits dans les ZF ;

(d) Les lois de certains pays arabes stipulent que les produits des ZF mis à la consommation sur le marché local sont exonérés des taxes et des droits de douane dans la limite de la valeur des intrants locaux utilisés dans la fabrication du produit exporté. En revanche, les lois de beaucoup de pays arabes considèrent les produits fabriqués dans les ZF comme des produits étrangers et les soumettent aux taxes et droits de douane dès leur entrée sur le marché local.

Ce genre de remarques confirme la difficulté à traiter la question des produits des ZF dans le cadre de la GZALE. Dans ce cas, les règles d'origine peuvent constituer une base solide pour les discussions futures sur ces questions, comme certains pays arabes ont déjà proposé et comme c'est le cas dans d'autres zones de libre-échange telles que l'AEUMC, l'ASEAN, la CEDEAO, l'UE et autres.

## **IV. Recommandations et suggestions**

### **A. Recommandations concernant le débat arabe sur les règles d'origine**

Le protocole précité sur les règles d'origine fait toujours l'objet de remarques et de critiques dans le cadre du débat sur les ZF au sein de la GZALE. Les solutions proposées ne font pas l'unanimité mais peuvent constituer une base solide pour encourager les pays arabes membres de la GZALE à établir des mesures claires à travers le certificat d'origine et son formulaire. De telles mesures devront permettre de confirmer l'état des produits à leur entrée et sortie des ZF et mentionner l'origine des intrants et la nature des transformations subies par le produit durant son séjour dans la ZF avant son exportation. En vue de soutenir les politiques sectorielles nationales visant à développer l'industrialisation et l'exportation dans des secteurs à fort potentiel (automobile et autres) dans les pays arabes, les propositions suivantes sont à même d'enrichir les discussions, au sein de la GZALE, autour d'un mécanisme relatif au traitement des produits des ZF arabes afin que ceux-ci puissent bénéficier du traitement préférentiel :

(a) Adopter un certificat d'origine délivré par les autorités compétentes, attestant l'origine arabe des marchandises entrant dans une ZF pour subir une ou plusieurs transformations avant l'exportation ;

(b) Traiter les produits fabriqués dans les ZF, qui ne respectent pas les règles d'origine spécifiques arabes, comme des produits importés de l'étranger lorsqu'ils sont mis sur les marchés locaux ou exportés vers les pays de la GZALE. Ces produits seront automatiquement soumis aux droits de douanes et autres taxes en vigueur ;



(c) Faire en sorte que les États membres de la GZALE prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter que les produits commercialisés sous couvert d'une preuve de l'origine et qui séjournent, au cours de leur transport, dans une ZF située sur leurs territoires, n'y fassent l'objet de substitutions ou de transformations autres que les manipulations usuelles destinées à assurer leur conservation à l'état naturel ;

(d) Exclure du traitement préférentiel de la zone arabe les produits fabriqués dans les ZF à partir d'intrants locaux ou importés des pays arabes, qui ne répondent pas aux critères des règles d'origine spécifiques arabes. Ces produits deviennent originaires du pays dans lequel ils ont subi la dernière transformation ;

(e) Proposer que les pays membres déterminent les secteurs pouvant bénéficier du traitement préférentiel dans le cas où les produits fabriqués dans les ZF utilisent des intrants locaux ou importés des pays arabes, en vue de préserver les sensibilités et les intérêts mutuels de tous les pays arabes tout en veillant à la conformité avec les règles de l'OMC, notamment par le biais de quotas comme c'est le cas dans l'AEUMC ;

(f) Soumettre les intrants étrangers de la zone arabe, utilisés dans la fabrication des produits des ZF, automatiquement aux droits de douane sans possibilité de remboursement ;

(g) Concevoir, pour les produits de la ZF, un certificat d'origine détaillant les composants étrangers, locaux ou arabes des marchandises. En effet, le certificat d'origine joue un rôle principal dans le mécanisme de traitement des produits des ZF et doit être le document essentiel accompagnant le mouvement des marchandises dans la zone arabe ;

(h) Promouvoir l'engagement des pays arabes dans des consultations visant à mettre en place des dispositions générales concernant le traitement des produits des ZF. Les consultations devront se focaliser sur la définition de la notion des produits des ZF ; le principe de cumul arabe dans les ZF ; le contenu du formulaire du certificat d'origine accompagnant les produits des ZF ; les preuves de l'origine des produits fabriqués dans les ZF arabes ; et toutes autres questions concernant le mécanisme de traitement des produits des ZF en tenant compte des sensibilités sectorielles par pays.

## **B. Recommandations concernant le débat au Maroc sur la question du traitement des produits des zones franches**

L'évolution des exportations marocaines des ZF révèle une nette progression, notamment dans les secteurs à fort potentiel d'exportation tels que l'automobile. En effet, l'amélioration du positionnement du Maroc sur les marchés arabes pourrait être tributaire de l'amélioration, entre autres, de la compétitivité de son offre exportable en provenance de ses ZF. À cet égard, deux positions sont exprimées, à savoir exclure ou faire bénéficier les produits des ZF des préférences tarifaires dans le cadre de la GZALE. Les arguments avancés soulignent que l'exclusion de ces produits des préférences tarifaires de la GZALE pourrait contribuer à la pénalisation de la compétitivité amorcée par le Maroc au niveau du marché arabe. En revanche, l'exonération des droits de douane des produits des ZF arabes risquerait de poser la problématique de la compétitivité de la production nationale, notamment en l'absence de transparence sur l'origine et le traitement réservé aux intrants et sur la nature des opérations que subissent les produits dans les autres ZF arabes. La grande préoccupation serait donc de savoir comment lutter contre la concurrence déloyale occasionnée par les marchandises produites dans ces ZF et exportées dans le cadre du traitement préférentiel après avoir bénéficié d'avantages fiscaux et d'autres mesures incitatives visant à réduire le coût de la production, notamment via l'exonération des intrants importés hors zone.

Dans ce contexte, il convient de noter que les règles d'origine, parmi d'autres dispositions, ont été utilisées par les États membres des ACR pour prouver et déterminer si les marchandises échangées ont été entièrement ou partiellement produites ou transformées dans les ZF, grâce à des procédures et des critères spécifiques, convenus d'un commun accord entre les pays membres. Ces règles ainsi que l'utilisation des intrants en provenance des pays arabes devraient conditionner en grande partie l'octroi du traitement tarifaire préférentiel prévu. L'utilisation des intrants en provenance des pays arabes peut non seulement exploiter les possibilités existantes du cumul de l'origine mais également renforcer les chaînes de valeur et la complémentarité au niveau de la région arabe.

Un autre élément évoqué dans le débat en cours est que le refus d'ouvrir le marché arabe aux produits des ZF est également justifié par un souci de lutter contre la concurrence déloyale provenant de ces produits parce qu'ils ont bénéficié des avantages fiscaux et d'autres mesures incitatives visant à promouvoir les investissements et l'exportation. Par conséquent, le coût de production se trouve réduit, ce qui rend les marchandises n'ayant pas été produites dans les ZF moins compétitives et pénalisées sur le marché national et arabe. Face à ce souci, il convient de signaler que les incitations ne constituent pas automatiquement une source de concurrence déloyale. En effet, plusieurs pays arabes offrent aux entreprises implantées en dehors des ZF, dans le cadre de leurs stratégies respectives du développement, des incitations et encouragements aussi intéressantes et multiples. En outre, il n'est pas prouvé que les incitations fiscales accordées aux entreprises dans les ZF puissent les aider automatiquement à réduire les coûts de production. D'ailleurs, certaines incitations ne sont pas permanentes ; au Maroc, à titre d'exemple, dans l'objectif de lutter contre l'évasion fiscale, la loi de finances pour l'année 2020 prévoit un réexamen des exonérations accordées et une imposition temporaire aux taux réduits dont bénéficient les entreprises industrielles installées dans des ZF.

L'analyse dans ce rapport permet de noter que le Maroc dispose d'une grande capacité et d'un potentiel important d'export sur les marchés arabes à partir des ZF, notamment dans les secteurs suivants : l'automobile ; l'aéronautique ; le textile ; le secteur électronique ; la chimie et la parachimie ; le secteur pharmaceutique ; les produits agroalimentaires et les produits de l'industrie pétrochimique. La même analyse permet également de dévoiler les capacités et le potentiel d'exportation de certains pays arabes à partir de leurs ZF :

(a) Aux Émirats arabes unis, les principaux produits exportés des ZF sont la préparation industrielle de produits alimentaires ; les engrais ; les industries pétrochimiques et les produits pétroliers ; le verre et les ouvrages en verre ; l'aluminium et les ouvrages en aluminium ; l'automobile et les pièces de rechange. Dans le secteur agroalimentaire, le potentiel réel d'export se situe au niveau des préparations de viande, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés qui ont affiché un taux de croissance de 42 % entre 2014 et 2018. Dans le secteur des industries pétrochimiques et des produits pétroliers, les capacités réelles à l'export se situent au niveau des combustibles minéraux, des huiles minérales et produits de leur distillation ; des matières bitumineuses ; et des matières plastiques et ouvrages en ces matières ;

(b) En Égypte, les branches exportées en provenance des ZF sont le textile ; la filature, le tissage et le prêt-à-porter ; les produits agroalimentaires et les produits de l'industrie pétrochimique ; les industries de l'ingénierie et de l'électronique ; les industries pétrolières ; le secteur automobile et les pièces de rechange. Toutefois, les capacités réelles à l'export se situent au niveau du secteur du textile et du cuir ; des tapis et autres revêtements de sol ; des vêtements et accessoires du vêtement ; d'autres articles textiles confectionnés et assortiments ; et au niveau du secteur agroalimentaire, notamment les préparations à base de céréales, de farine, d'amidon, de féculs ou de lait ; les pâtisseries et les préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes ;

(c) Pour la Jordanie, les branches exportées en provenance des ZF et possédant un réel potentiel sont les vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie ; les engrais ; les produits chimiques inorganiques ; les composés inorganiques ou organiques ; les machines ; les appareils et matériels électriques et leurs parties ainsi que les appareils d'enregistrement ;

(d) En Tunisie, les branches exportées en provenance des ZF sont les produits agroalimentaires ; les machines et appareils électriques, le textile. Au niveau du secteur de l'agroalimentaire, les capacités réelles à l'export résident dans les préparations de viande, de poissons ou de crustacés, et de mollusques ; dans les graisses et huiles animales ou végétales et dans les graisses alimentaires et les dattes. Pour le secteur des textiles et du cuir, les exportations sont au niveau des vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie et autres ; d'autres articles textiles confectionnés et assortiments ; et au niveau des chaussures, guêtres, articles analogues et autres.

Il convient de noter que l'examen de l'évolution des échanges interarabes fait apparaître une nette tendance vers les échanges des produits manufacturés. Le secteur des produits textiles occupe une position stratégique dans les activités économiques et dans la production industrielle des pays arabes. Pourtant, les échanges commerciaux interarabes demeurent extrêmement faibles dans ce secteur et nettement en dessous des potentialités offertes par les marchés arabes. Aujourd'hui, en dépit des performances enregistrées en termes de compétitivité et de productivité en Égypte et dans les pays du Maghreb, notamment au Maroc et en Tunisie, le secteur des produits textiles fait face à une série de défis auxquels l'ouverture du marché arabe peut remédier. Ce marché est potentiellement porteur dans plusieurs créneaux de la confection textile, du cuir et des chaussures. Des pays exportateurs, tels que l'Égypte, le Maroc et la Tunisie pourraient, en cas de libéralisation du commerce interarabe, écouler une part non négligeable de leurs produits textiles dans les pays du Golfe, au Liban et en Libye. Ainsi, les échanges commerciaux arabes, y compris les produits fabriqués dans les ZF arabes, constituent de véritables potentialités pour développer la capacité du marché à absorber des produits à la fois agricoles et industriels d'origine arabe.

Ces données laissent percevoir une certaine concurrence entre les pays arabes dû à la ressemblance de certains secteurs, mais une étude approfondie des secteurs développés au niveau des ZF permettra de mieux mesurer la compétitivité et les possibilités de complémentarité sectorielle, notamment au niveau des intrants et des produits intermédiaires. Enfin, parmi les pistes de réflexion retenues dans ce rapport, les expériences d'autres ACR de par le monde, les quotas, les contingents, les utilisations réciproques d'intrants, les incitations spécifiques, les investissements conjoints dans les ZF etc. peuvent enrichir le débat actuel sur le traitement des produits des ZF dans les pays arabes.

### **C. Recommandations d'ordre général**

À la lumière des données recueillies dans ce rapport, il est clair que la situation des ZF dans le monde arabe a considérablement évolué sur tous les plans au cours des dernières années. En effet, leur nombre s'est développé dans un cadre plus ambitieux, plus spécialisé et plus intégré dans la vision nationale du développement économique et industriel des pays arabes respectifs.

En vue de réussir le pari du développement de la région arabe, l'instauration d'un mécanisme d'échange de données et une harmonisation des politiques arabes, concernant les ZF dans le cadre de la Ligue des États arabes, s'avèrent nécessaires en commençant par l'adoption d'un mécanisme unifié pour le traitement des produits des ZF dans la zone arabe.

En outre, les pays arabes sont invités à travailler mutuellement pour intégrer les ZF dans le cadre de la complémentarité arabe et du développement des échanges commerciaux interarabes. Ils sont

également appelés à étudier ensemble les incitations et les facilités qu'ils peuvent s'échanger à cette fin.

Vu l'importance et l'ampleur des ZF dans les économies arabes, deux études peuvent être proposées. La première consiste à déterminer, en coordination avec les pays, les opérations et les transformations que subissent les marchandises dans les ZF arabes ainsi que l'origine des intrants utilisés dans la fabrication de ces marchandises. La deuxième consiste à déterminer l'impact des ZF arabes sur le développement durable. En effet, au-delà de leurs impacts économiques, commerciaux et sociaux, les ZF doivent également s'intéresser à leur impact global sur le développement durable et l'environnement. Les ZF arabes peuvent contribuer à une transformation industrielle progressive qui s'intégrerait, à son tour, dans les visions et stratégies industrielles développées par chacun des pays arabes.

La stratégie développée par les pays arabes concernant les ZF n'est pas encore exploitée pour développer la complémentarité arabe. À cet égard, le renforcement de la coopération économique régionale revêt une importance particulière, notamment le développement de ZF bilatérales, transfrontalières ou régionales dans le cadre du développement des chaînes de valeur régionale et l'utilisation d'intrants de la région arabe dans les processus de production au sein des ZF.

Les ZF ont permis jusqu'à présent d'attirer des investissements, de créer des emplois et d'augmenter relativement les capacités d'exportation et de réexportation dans les pays arabes. Néanmoins, elles n'ont pas réussi à développer les échanges interarabes pour maintes raisons :

(a) Les ZF dans les pays arabes ont été créées pour répondre à des contraintes purement nationales en vue d'attirer des IDE, d'absorber le chômage et de renforcer les capacités nationales d'exportation ;

(b) L'élément régional, à savoir le renforcement de la complémentarité arabe et l'utilisation des intrants en provenance des pays arabes dans le processus productif des ZF, a souvent été négligé, ce qui pénalise le développement des chaînes de valeur régionale ;

(c) Jusqu'à présent, l'élément régional n'est évoqué que pour bénéficier du traitement préférentiel de la GZALE ;

(d) En raison de la complexité et des divergences de leurs intérêts, les pays arabes ne sont pas parvenus à un accord sur la nature du traitement à fournir aux produits des ZF, contribuant ainsi à la faiblesse des échanges commerciaux interarabes ;

(e) Sans l'élimination ou la réduction des barrières protectionnistes qui bloquent actuellement l'exploitation du potentiel offert par la GZALE et les zones franches arabes, les échanges commerciaux arabes ne connaîtront pas un essor.



